

# Lutte de classe

*L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux mêmes*

## Infos sociales et politiques.

- Capitalisme: les illusions de Sarkozy . (31.01)
- Des milliers d'enseignants dans les rues de Paris. (31.01)
- L'UMP entérine laborieusement ses listes pour les régionales. (31.01)
- Affaire Clearstream : appel du parquet, Villepin accuse Sarkozy. (30.01)
- Retraites : il faut "ajuster les paramètres" du système par répartition, selon François Fillon
- Plus de 1,7 million de foyers ont touché le RSA en novembre. (29.01)
- Un changement du système des retraites est peu probable. (29.01)
- Déficit public: Sarkozy veut un "*diagnostic partagé*" d'ici avril. (29.01)
- L'UMP change brutalement de stratégie pour les élections régionales. (29.01)
- Mélenchon se répand dans un blog du *Monde*. (29.01)
- A Davos, Sarkozy ne capitalise pas. (28.01)
- Cohn-Bendit propose un marché au PS pour 2012. (28.01)
- L'émission de télé-réalité qui n'a pas servi Nicolas Sarkozy. (27.01)
- Retraites : pas d'embellie automatique avec une réforme systémique. (26.01)
- Sarkozy promet de préserver les retraites par répartition. (26.01)
- Total : bénéfiques en 2009 = 8 milliards d'euros = + de 750 licenciements à Dunkerque. (26.01)
- Thibault s'en remet à la "*méthode*" de Sarkozy... pour liquider notre système de retraite ! (26.01)
- Olivier Besancenot : "*L'argent de nos impôts ne finance pas les services publics, mais quelques banques*". (26.01)
- Haro sur nos retraites : Proglio va empocher 13,1 millions d'euros ! (23.01)
- Le consensus UMP-PS contre nos retraites. Deuxième partie. (22.01)
- Journée d'action en demi-teinte dans la Fonction publique. (22.01)
- Lutte ouvrière, dernier parti révolutionnaire ? (21.01)
- NPA : la stratégie de Besancenot dénoncée en interne. (21.01)
- Loire: quatre dirigeants d'Akers (métallurgie) retenus par des salariés. (21.01)
- Le consensus UMP-PS contre nos retraites. (19.01)
- Les seniors, une cible de choix pour les entreprises. (17.01)
- Le Modem fait alliance avec Ségolène Royal en Charente-Maritime. (17.01)
- Sarkozy à table avec des intellos. (14.01)
- Le temps de travail baisse constamment depuis 1950 en France. (14.01)
- Le parquet requiert en appel les mêmes peines contre les "Conti". (14.01)
- Mort de Daniel Bensaïd, figure du trotskysme français. (13.01)
- François Fillon et Nicolas Sarkozy, "La carpe et le lapin". (13.01)
- L'hôpital public supprime des emplois... depuis 2008. (13.01)
- "*Pour les soins courants, il y a déjà privatisation de la protection sociale*". (13.01)
- Sarkozy veut accélérer la réforme de l'hôpital et de la médecine. (13.01)
- Un préfet interdit à une entreprise qui a licencié de recruter à l'étranger. (13.01)
- Il faudra travailler plus pour assurer les retraites, dit Darcos. (13.01)
- Sondage: une majorité de Français inquiets quant à la garantie de toucher une retraite satisfaisante. (11.01)
- Caterpillar, les licenciés en plan. (07.01)
- Les salariés de l'usine Hymer brûlent des éléments des caravanes qu'ils fabriquent. (05.01)

## **Les salariés de l'usine Hymer brûlent des éléments des caravanes qu'ils fabriquent. (05.01)**

**LeMonde.fr - 04.01**

Les salariés de l'usine de caravanes et camping-cars Hymer France à Cernay, dans le Haut-Rhin, ont brûlé lundi 4 janvier les éléments intérieurs de plusieurs véhicules. Ils entendent ainsi protester contre le 'silence total' de leur direction allemande, à deux semaines de la fin du redressement judiciaire de leur entreprise.

La plupart des 190 salariés ont assisté à l'incendie des sièges, meubles et autres composants de six véhicules préalablement démontés, qui a provoqué un important panache de fumée autour du site.

Le personnel occupe l'usine depuis la mise en redressement judiciaire le 25 novembre. Ils avaient déjà manifesté en décembre pour faire pression sur la direction afin qu'elle s'assise à une table de discussion. Les salariés de Hymer ont durci leurs actions après 'quarante jours de silence total' des actionnaires. Selon Antoine Dugo, porte-parole de la CFDT, ces derniers pourraient organiser la liquidation pour le 20 janvier, à l'échéance de la période de redressement.

Les salariés prévoient d'incendier une caravane entière mercredi après-midi 'si rien ne bouge', a poursuivi M. Dugo. 'Nous ne faisons pas cela de gaieté de coeur, mais il ne nous reste guère de moyens pour nous faire entendre. On a l'impression que tout est fait pour pourrir la situation. Nous n'avons aucune nouvelle de la maison-mère et aucun nouveau rendez-vous de fixé avec l'administrateur judiciaire', a-t-il expliqué.

---

## **Caterpillar, les licenciés en plan. (07.01)**

**Libération.fr - 05.01**

Le processus de reclassement des ouvriers congédiés en mai dernier par le leader mondial des engins de chantier s'achève ce mois-ci. La majorité des 600 salariés mis à pied cherchent toujours un emploi.

Le 11 mai, après quatre mois d'un conflit qui fut l'un des plus durs et des plus emblématiques de la crise traversée cette année par l'industrie française, le plan social de la branche hexagonale de Caterpillar, leader mondial de la construction d'engins de chantier, est validé par trois syndicats. Il prévoit 600 suppressions de postes sur les 2 500 que comptent alors les deux usines iséroises du groupe américain : 120 salariés en CDI signent un départ volontaire, et 480 apprennent leur licenciement par un recommandé, le 12 juin. Une surprise totale pour la plupart, la direction étant restée opaque sur le choix des congédiés. Jusqu'à ce jour, les syndicats n'ont pu avoir ni la liste des noms ni les barèmes de notation utilisés pour la constituer...

Plus de six mois ont passé depuis que le couperet est tombé. Pour Caterpillar, les signes de reprise se précisent. Le groupe a certes enregistré une chute des ventes en 2009, contrastant avec un chiffre d'affaires record et plus de 3,5 milliards de dollars (2,4 milliards d'euros) de bénéfice net en 2008. Mais après avoir licencié 22 000 salariés en 2009, soit 16% de ses effectifs mondiaux, Caterpillar a vu le cours de son action passer de 30 à 40 dollars cet été jusqu'à près de 60 dollars cet hiver. Il y a eu et il y aura des dividendes versés pour 2009, au moins autant qu'en 2008...

Et les licenciés, ouvriers dans leur écrasante majorité, que sont-ils devenus ? Une quinzaine sont allés, à titre individuel, aux prud'hommes. «Nous n'obtiendrons que des dommages et intérêts, pas la reconstitution des emplois, dit Pierre Janot, avocat du comité d'entreprise, qui les défend. La démonstration de la nécessité de licencier n'a pourtant pas été faite. L'épisode de crise économique a permis à Caterpillar de réaliser une opération de restructuration d'ampleur, préparée depuis longtemps. Or, le groupe avait les moyens de tenir face à la crise, de faire d'autres choix que les licenciements.» Pierre Piccarella, délégué CGT de Caterpillar, résume : «Ils ont choisi de préserver les dividendes, pas les salariés.»

Parmi les salariés licenciés, 415 ont opté pour un congé de reclassement qui leur garantit, durant six à huit mois, 80% de leur salaire, et leur permet d'avoir une formation... si le groupe accepte de la financer. Aujourd'hui, seuls 130 d'entre eux semblent à peu près tirés d'affaire, avec en poche un CDI (24 personnes), un CDD, une promesse d'embauche, un départ prochain à la retraite ou une création d'entreprise. «C'est un motif de satisfaction, étant donné le marché du travail extrêmement déprimé», relève Jean-Charles Martin, directeur de BPI Grenoble, société chargée de ces reclassements. Mais une partie des congés de reclassement va se terminer fin janvier. Les salaires - déjà réduits - vont cesser. Il y aura, avant les premiers versements d'allocation-chômage, une période de carence de trois à quatre mois durant laquelle les licenciés devront vivre sur leurs indemnités de licenciement. La situation deviendra critique, la tentation forte d'accepter n'importe quoi, des emplois moins rémunérés et plus précaires... A la veille de cette échéance, rencontre avec quatre «Cater», entre amertume, espoirs, et angoisses.

Michel Piscichio, 55 ans trente-six ans d'ancienneté comme «ouilleur»

«Le ciboulot tourne à vide»

«J'avais le bon boulot, valorisant, autonome, bien rémunéré. Sur la quinzaine de salariés à ce poste sur Grenoble, on est trois à avoir été licenciés. Quand j'ai ouvert ma lettre, après un quart d'heure pour réaliser, j'étais complètement détruit. J'avais eu une engueulade avec mon chef il y a un an. Est-ce que ça a joué ? C'était la tache sur la nappe, ils n'auraient vu que ça, et pas le bouquet de fleurs à côté ?

«Je n'ai pas pu retourner bosser après la lettre. Je suis repassé deux ou trois fois à l'atelier, voir les copains : mon poste est occupé par quelqu'un d'autre. Ça, ça me reste vraiment en travers de la gorge. J'ai l'impression d'avoir été une chaussette sale qu'ils ont jetée parce que je ne leur plaisais plus. Je ne me voyais pas partir comme ça. Au début, j'ai continué à aller le matin boire le café avec les copains restés chez Cater, avant qu'ils prennent leur poste. Si j'étais parti à la retraite, je serais un ex-Cater. Là, je n'ai pas le droit. Je ne suis plus rien.

«Ils m'ont donné 57 000 euros, mais ça ne me console pas. Ça ne représente pas mes trente-six ans d'investissement dans cette société. Ça a bouleversé tous mes projets. J'avais acheté une vieille maison à la campagne, je la faisais retaper pour mes vieux jours. Je l'ai revendue cet été : je n'avais plus la force de m'en occuper, de suivre les artisans. Je n'ai pas touché à ma prime. J'aurai préféré ne pas avoir cet argent et garder ma maison.

«Heureusement, avec BPI [la société chargée des reclassements, ndr], j'ai trouvé une formation d'opérateur sur machine à commande numérique, trente-cinq heures pas semaine. Je finis mi-mai. Je vais voir si je trouve un emploi valorisant, dans mes compétences. Je voudrais savoir si ce que j'ai fait a servi à quelque chose. La formation, c'est le moment où ça va bien, c'est intéressant, je suis concentré, je sors tout le reste de ma tête. Sans ça, le ciboulot tourne à vide. Toute une vie dans cette boîte, et sur un coup de dé... Et l'action qui ne cesse de remonter...»

Slim Mansouri, 43 ans quatorze ans d'ancienneté comme soudeur, puis agent de qualité, ancien élu CGT

«L'usine, plus jamais»

«Mon licenciement, ça a été un soulagement. J'avais pété les plombs en tant que "green belt" - sous-chef, quoi - à qui on demandait de réduire les coûts avec système de production pompé chez Toyota. Moi, je voulais travailler à la limitation des défauts, eux pensaient à la réduction de personnel. Je ne veux plus jamais travailler dans une usine, avec tous ces outils qui sont là uniquement pour améliorer les profits et qui font des ouvriers des pions.

«Je m'étais préparé un peu, je veux bosser dans la climatisation, le froid, un marché très porteur. J'avais une formation de soudeur-tuyauteur dans la plomberie. Du coup, c'est logique, pour moi. Sauf qu'aucune de mes compétences acquises chez Cater ne me sert pour ce projet. J'avais trouvé une formation à 9 400 euros, mais dans un premier temps, ils ne voulaient me financer que 6 000 euros ! La moindre des choses, ça serait pourtant qu'ils prennent en charge nos formations en échange de notre investissement chez eux pendant toutes ces années !

«Pas question de toucher à ma prime pour ça, c'est ma sécurité pour l'avenir, pour mes quatre enfants. Il faut bien voir que ce n'est pas une PME que je suis en train de taper, mais bien une montagne de dollars ! Finalement, Caterpillar a accepté de m'allouer 1 700 euros de plus. Entre-temps, la formation a commencé, sans moi : il ne manque donc plus que 350 euros. Je vais les payer...»

Fabien Dubus, 37 ans quinze ans d'ancienneté comme soudeur, puis «team leader»

«Fin janvier, je ne toucherai plus rien»

«Je me suis investi instinctivement dans le conflit dès le début, malgré les pressions de ma hiérarchie, par fierté. Avec leur chiffre d'affaires record, ils voulaient licencier 733 personnes... Je voulais que mes enfants puissent dire demain : notre père s'est battu, il ne faut pas se laisser faire. Quand j'ai ouvert mon recommandé, j'avais le cœur serré. J'ai eu des semaines de malaise, puis j'ai tourné la page... Même si j'ai un pincement chaque fois que je vois un Cater jaune au coin d'une rue. Je ne pensais pas être licencié : avec quatre enfants, mon ancienneté, mes trois derniers rapports annuels excellents... Ils n'ont pas respecté les modes de calcul : je les ai attaqués aux prud'hommes.

«Chez BPI, ils ont été compétents, ils m'ont motivé. J'ai passé des qualifications de soudeur, c'était pas facile : mon savoir-faire de chez Cater, de la grosse soudure à plat, c'est pas utile ailleurs. Il faudrait que je suive d'autres formations, mais mon crédit formation est épuisé. Je voudrais retrouver un poste dans une grosse boîte : on se fait exploiter un max dans les petites. Une PME de la région m'a proposé un poste à moins de 1 500 euros net, sans aucun soutien pour les déplacements, les repas, alors que je touche encore 1 800 euros... Ma femme ne travaille pas, on a un emprunt à vingt ans pour notre appartement : on a refusé.

«On ne veut pas prendre le risque de toucher à ma prime de licenciement de 32 000 euros : ça nous rassure un peu pour l'instant. Mais fin janvier, je ne toucherai plus rien, pour soixante-quinze jours, alors j'ai un peu de souci. Cette semaine, je suis allé m'inscrire en agence d'intérim. Ils m'ont dit : "Peut-être après les fêtes..." Bien sûr, quand il faudra, je prendrai n'importe quoi, mais pour l'instant, je vise l'équivalent de ce que j'avais chez Cater. Et s'ils me rappellent, j'y retourne : ils m'ont dit que j'étais prioritaire.»

Marie Farbos, 58 ans quarante et un ans d'ancienneté comme agent aux ressources humaines

«L'argent ne peut gommer la manière»

«Entrée chez Cater à 17 ans, je devais prendre ma retraite en mars 2010. Avec mon ancienneté record, je n'aurais pas dû partir si on avait appliqué les procédures... Ça s'est réglé en haut lieu, chaque service a été redessiné. On n'en a rien su.

«Pour moi, bien sûr, c'est le jackpot : je serai de toute façon à la retraite à la fin de mon congé de reclassement, mais je pars avec quarante-six mois de salaire au lieu de six ! L'argent, pourtant, ne peut gommer la manière dont ils m'ont licenciée. Après la lettre, je n'ai jamais remis les pieds chez Cater. Ils m'ont demandé par écrit de rendre mon badge, mes clefs ; comme si j'étais une pestiférée. Je leur ai tout renvoyé par la Poste, avec un post-it.

«Pendant deux mois, j'ai été très mal. Je n'ai dit au revoir à personne. Personne ne m'a appelée. Mes collègues directes n'ont-elles tout simplement pas osé ? En interne, il est vrai que personne ne sait qui a été licencié, qui est parti volontairement. La direction voulait réduire les effectifs ? Ce sera effectif au 31 janvier... Mission accomplie, quel que soit le coût des licenciements.»

L'album des «Cater». Les photographies sont extraites de Caterpillés, petit livre saisissant regroupant des portraits de licenciés et des clichés du conflit réalisés par le photographe grenoblois Bernard Ciancia. Il est publié par l'association La mémoire des Caters, fondée par des salariés du groupe. En vente sur le site [www.les-cater-enlutte.fr](http://www.les-cater-enlutte.fr) (7,50 euros).

---

## **Sondage: une majorité de Français inquiets quant à la garantie de toucher une retraite satisfaisante. (11.01)**

**AP - 09.01**

Plus des trois-quarts des Français sont inquiets pour leur retraite: 76% disent ne pas être confiants quant à la garantie de toucher plus tard une retraite satisfaisante par rapport à leurs revenus, selon un sondage Ifop réalisé pour "Le Journal du dimanche".

Seuls 24% des sondés se déclarent "tout à fait" ou "plutôt confiants", alors qu'ils étaient 38% à se dire sereins en octobre 2008 (sondage Ifop pour la CNAV auprès d'un échantillon représentatif de 961 personnes).

Par ailleurs, une majorité de personnes interrogées jugent que le système de retraites au cours des dernières années "n'a pas vraiment fait l'objet de réformes" (40%) ou a fait l'objet de "réformes qui allaient dans le mauvais sens" (48%).

Invités à estimer l'âge de leur propre départ à la retraite, les actifs -qui représentent 54% de l'échantillon des sondés- l'évaluent pour 38% entre 65 et 69 ans. Trente pour cent d'entre eux évoquent un âge compris entre 60 et 64 ans, 24% ne pensent pas partir avant 70 ans, et 8% estiment qu'ils prendront leur retraite avant 60 ans. Ce qui donne au total une moyenne de 64,7 ans.

Quant à l'âge jusqu'auquel ils seraient prêts à travailler pour avoir une bonne retraite, les actifs sont 44% à évoquer un âge compris entre 60 et 64 ans. Trente-trois se disent prêts à travailler jusqu'à 65-69 ans, 13% jusqu'à moins de 60 ans, et 10% jusqu'à 70 ans et plus. La moyenne s'établissant à 61,9 ans.

S'ils avaient le choix, 41% des actifs déclarent qu'ils préféreraient "cotiser davantage pour partir à la retraite le plus tôt possible", 34% qu'ils souhaiteraient "travailler le plus longtemps possible" pour avoir la garantie d'une "retraite satisfaisante". Par ailleurs, 23% affichent leur préférence pour un départ "le plus tôt possible quitte à avoir une retraite moindre", et 2% disent ne "rien" vouloir de "tout cela".

- Sondage réalisé par téléphone du 7 au 8 janvier auprès d'un échantillon de 1.019 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, dont 522 actifs, selon la méthode des quotas.

**Réaction du Figaro du 10 janvier.** Un sondage instructif, à quelques mois d'une nouvelle mise en chantier du système. Le chef de l'Etat a en effet choisi l'année dernière d'avancer le calendrier de la réforme des retraites de 2012 à 2010. Si la CGT estime le système actuel "viable", le secrétaire général de la CFDT François Chérèque se prononce en revanche pour l'instauration d'un système à points, plus personnalisé que le système actuel, comme l'a déjà fait la Suède. Pour l'instant, le gouvernement ne se montre guère convaincu, soulignant que ce pays a dû récemment suspendre le système. S'il envisage un recul de l'âge légal de la retraite aujourd'hui fixé à 60 ans, une hausse des cotisations ne semble pour l'instant pas à l'ordre du jour.

---

## **Il faudra travailler plus pour assurer les retraites, dit Darcos. (13.01)**

**Reuters - 12.01**

Le rétablissement financier du système de retraite en France passera nécessairement par un allongement de la durée de cotisation effective, selon le ministre du Travail, Xavier Darcos, qui est chargé de préparer la réforme prévue cette année.

Lors d'un débat mardi au Sénat, Xavier Darcos a expliqué qu'il poursuivait deux objectifs: sauvegarder le système de retraite par répartition et veiller à l'équité, ce qui passera selon lui par une modification des règles en vigueur dans la fonction publique.

Face à l'accroissement des déficits, l'exécutif dispose de trois leviers, a-t-il ajouté: baisser le montant des retraites, augmenter les cotisations et allonger la durée de cotisation effective.

"Diminuer le montant des pensions, je vous le dis clairement, serait inacceptable. Quant à l'augmentation des cotisations, j'observe que nous avons déjà le niveau de cotisation le plus élevé d'Europe", a-t-il dit, selon le texte de son discours.

"Je le dis donc sans ambages: dans un pays dont l'espérance de vie s'accroît d'un trimestre chaque année, nous n'avons d'autre solution que de travailler plus longtemps."

Le ministre du Travail a ainsi évoqué le ratio "deux tiers-un tiers" entre la durée de cotisation et la durée de la retraite, qui a déjà conduit à allonger progressivement la durée de cotisation de 40 à 41 ans en 2012.

Le ministère du Travail a ensuite précisé que l'allongement dont parlait Xavier Darcos était celui de la durée de cotisation effective et pas nécessairement une hausse du nombre d'années travaillées nécessaire pour toucher une retraite à taux plein.

Travailler plus longtemps revient aussi à augmenter le taux d'emploi des travailleurs âgés, qui est de 39% en France contre une moyenne de près de 45% en Europe, a ajouté Xavier Darcos.

Xavier Darcos a souligné que "dès 2010, une retraite sur dix n'est plus financée" et que la situation irait en s'aggravant, le rapport actuel de 1,8 cotisant pour un retraité passant à 1,5 dans une dizaine d'années et à 1,2 en 2050.

"J'ai parlé d'urgence car la question du financement des retraites concerne directement la génération qui vient d'entrer dans la vie active et qui verra, année après année, s'accroître le poids de la charge qui pèse sur elle", a-t-il dit.

"Nous avons une lourde responsabilité à l'égard de cette génération, à laquelle nous nous sommes trop longtemps dérobés."

Travailler plus longtemps nécessitera aussi, selon lui, de répondre au problème de la pénibilité de certaines professions, un aspect sur lequel les syndicats insistent.

"Nos longues discussions avec les partenaires sociaux ont déjà permis des avancées sur cette question difficile et je suis déterminé à aller plus loin pour réfléchir aux réponses à apporter", a dit Xavier Darcos.

La situation des retraites de la fonction publique sera abordée "sans faux semblant", a-t-il ajouté, car "si nous n'agissons pas, c'est l'ensemble des contribuables qui continueront de supporter la dérive financière du régime de retraite des fonctionnaires".

Le déficit de la branche vieillesse (retraites) du régime général de la Sécurité sociale est prévu à 10,7 milliards d'euros cette année, après 8,2 milliards en 2009, et atteindrait 14,5 milliards en 2013 selon les prévisions du gouvernement.

---

## **Un préfet interdit à une entreprise qui a licencié de recruter à l'étranger. (13.01)**

**LeMonde.fr - 12.01**

Le préfet de la Vienne a refusé à l'entreprise Autoliv-Isodelta, groupe suédois qui produit des volants, de faire venir dans la Vienne des ouvriers tunisiens, a-t-on appris mardi auprès de la préfecture. Il y a à peine un an, l'entreprise avait fait le choix de se délocaliser en Tunisie et avait licencié une centaine d'employés.

Or la production de son usine tunisienne d'El Nadhour est arrêtée depuis un incendie qui a ravagé les bâtiments au lendemain de Noël. Autoliv souhaitait en profiter pour faire venir sur son site de Chiré-en-Montreuil (Vienne) une trentaine d'ouvriers de cette usine. 'Dès que le préfet, Bernard Tomasini, a lu ça dans la presse, il m'a demandé d'appeler le consulat de France en Tunisie pour stopper la délivrance des visas', a expliqué à la presse le secrétaire général de la préfecture Jean-Philippe Setbon.

L'argument est simple. Il y a un an, Isodelta a licencié une centaine de personnes. Ils ont fait le choix de délocaliser en Tunisie. Très bien. Mais qu'ils l'assument et qu'ils ne fassent pas venir ici des travailleurs tunisiens', a ajouté le secrétaire général. 'Nous sommes opposés à la

venue d'employés tunisiens puisque ici, il y a des gens compétents qui ont besoin de travail', a déclaré pour sa part Patrice Gonnet, délégué CFDT.

Le groupe suédois Autoliv est propriétaire depuis cinq ans de la chaîne de production de volants, Autoliv-Isodelta à Chiré-en-Montreuil et emploie 680 personnes. L'usine d'El Nadhour emploie environ 700 personnes. Le site a été ravagé par un incendie alors que deux personnes réalisaient des travaux de soudure sur le toit.

---

## **Sarkozy veut accélérer la réforme de l'hôpital et de la médecine. (13.01)**

### **Reuters - 12.01**

Nicolas Sarkozy a souhaité mardi une accélération de la réforme de l'hôpital et la mise sur pied d'un "nouveau modèle" de médecine libérale et des soins de premier recours en France, lors de ses vœux aux personnels de santé.

Le président de la République s'adressait à environ 1.500 personnes, essentiellement des personnels et professionnels de santé, dans un palais des congrès aux abords strictement bouclés par les forces de l'ordre à Perpignan (Pyrénées orientales).

Il a souhaité que l'ensemble des décrets d'application de la loi sur la réforme de l'hôpital soient publiés avant le premier anniversaire de la promulgation de ce texte, le 21 juillet 2009.

Il a plaidé pour une amélioration de la performance de l'hôpital et réaffirmé son souhait de voir les établissements hospitaliers publics ramener leurs déficits à zéro d'ici 2012.

"Ce n'est pas une question d'idéologie, c'est une question de bon sens", a-t-il expliqué. "Quand un hôpital est en déficit, il ne peut plus investir."

Selon la Fédération hospitalière de France, citée par le quotidien Les Echos, les effectifs des hôpitaux publics ont baissé pour la première fois en 2009 depuis au moins 10 ans, avec 1.800 postes de moins - soignants et non soignants.

L'Assistance publique Hôpitaux de Paris prévoit de supprimer un millier de postes en 2010 et plus encore les années suivantes et 900 médecins menacent de démissionner de leurs fonctions administratives si ces chiffres sont maintenus.

Ailleurs, comme à Lyon, Nancy, Le Havre et Caen, les suppressions de postes prévues se comptent par centaines.

Parallèlement à la poursuite de la réforme de l'hôpital, Nicolas Sarkozy a annoncé son intention de confier au président du Conseil national de l'ordre des médecins, Michel Legman, une mission de réflexion sur une refonte de la médecine libérale.

"La médecine libérale doit être refondée à l'heure même où les demandes qui lui sont adressées n'ont jamais été aussi nombreuses", a déclaré le chef de l'Etat, qui a souhaité recevoir les propositions du Dr Legman d'ici fin mars.

### **RÉÉQUILIBRER L'ASSURANCE MALADIE**

Il a rappelé que le secteur de la santé, dans sa totalité, pesait en France 200 milliards d'euros et deux millions d'emplois mais que le nombre de médecins libéraux continuait de diminuer régulièrement en France.

Le chef de l'Etat a confirmé son intention de traiter la question du déficit chronique de l'assurance maladie dans le cadre de la conférence nationale sur les finances publiques qu'il lancera fin janvier.

Cette conférence "évoquera la méthode pour rééquilibrer les comptes de l'assurance maladie, puis pour maintenir cet équilibre dans le temps", a-t-il expliqué.

Nicolas Sarkozy a promis que les options qui seraient retenues feraient l'objet d'une concertation.

Le déficit de l'assurance maladie a été de 11,5 milliards d'euros en 2009 et les prévisions actuelles l'évaluent à 14,5 milliards en 2010.

Le chef de l'Etat a de nouveau défendu mardi les mesures prises par le gouvernement français face à l'épidémie de grippe A(H1N1), dont un programme massif de vaccination controversé.

Il a estimé que le gouvernement avait fait "ce qu'il fallait" pour protéger la population sans en faire trop, malgré les reproches de

commentateurs et de responsables politiques, en particulier dans l'opposition.

Il a notamment assumé la décision de la ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, d'annuler la commande de 50 millions de doses de vaccins sur les 94 millions initialement commandées.

"On a trop de vaccins ? Eh bien on annule les commandes (...) On revendra ceux qu'on a en trop mais il n'y a pas un seul Français qui pourra dire à un ministre de la Santé, 'je voulais être vacciné, je n'ai pas pu être vacciné'", a-t-il dit.

---

## **"Pour les soins courants, il y a déjà privatisation de la protection sociale". (13.01)**

### **Le Monde - 12.01**

Responsable de la chaire santé de Sciences Po, Didier Tabuteau est un spécialiste de la protection sociale. Il publie en janvier un article dans la revue Droit social, intitulé "La métamorphose silencieuse des assurances-maladie", où il analyse l'évolution des dépenses de santé. Il estime que pour les soins courants, l'assurance-maladie ne rembourse plus qu'"un euro sur deux".

Didier Tabuteau, responsable de la chaire santé de Sciences Po.

Responsable de la chaire santé de Sciences Po, Didier Tabuteau est un spécialiste de la protection sociale. Il publie en janvier un article dans la revue Droit social, intitulé "La métamorphose silencieuse des assurances-maladie", où il analyse l'évolution des dépenses de santé. Il estime que pour les soins courants, l'assurance-maladie ne rembourse plus qu'"un euro sur deux".

Les Français perçoivent une hausse de leurs frais de santé, alors que la part de l'assurance-maladie dans le financement des dépenses reste stable. Comment expliquer ce décalage ?

Certes, le taux global de prise en charge par l'assurance-maladie est plutôt stable et très satisfaisant par rapport aux autres pays, mais à 75,5 % en 2008, contre 77 % en 2007, il faut noter qu'il commence à baisser. Surtout, cette stabilité dissimule une double réalité : d'une part, les dépenses d'hospitalisation et d'affections de longue durée (ALD), prises en charge à 90 % et 100 %, augmentent, et d'autre part, les remboursements des soins courants (médecine de ville) baissent. Or ils sont très importants pour la population.

Comment gagner en lisibilité ?

Je propose la création d'un nouvel indicateur, le taux "apparent" de remboursement, soit le niveau de remboursement des soins, hors hospitalisation et ALD. Alors que nous sommes à un moment charnière, voire de bascule, pour le système de santé, je pense qu'il faut mettre sur la place publique l'ensemble des chiffres nécessaires au débat sur l'avenir de la protection sociale. J'ai d'ailleurs saisi le président du Haut Conseil sur l'avenir de l'assurance-maladie d'une demande de calcul et de publication de ce taux, dont l'analyse rétrospective et le suivi me semblent indispensables.

A combien s'élèverait ce taux apparent de remboursement selon vous ?

Selon nos estimations, il ne s'afficherait pas autour de 75 %, mais de 55 %, soit 1 euro sur 2 non pris en charge par l'assurance-maladie pour la médecine de ville. Ce qui explique que les Français ont une perception justifiée d'une dépense de santé plus coûteuse, car moins remboursée ou très largement prise en charge par les organismes complémentaires, qui ne garantissent pas l'égalité entre assurés. Cela signifie aussi que pour les soins courants il y a déjà privatisation de la protection sociale.

Comment a évolué ce taux ces dernières années ?

Il n'y a pas de doute que ce taux a baissé au fur et à mesure des réductions de remboursement des médicaments, de l'apparition de forfaits et franchises, et du développement des dépassements d'honoraires. Et la tendance va se poursuivre, car les dépenses d'ALD vont forcément continuer de progresser.

Le recentrage des dépenses sur les maladies lourdes est-il inéluctable ?

Il est tendanciel et logique, compte tenu du vieillissement de la population et de l'augmentation des ALD. Mais il n'est pas inéluctable, si l'on choisit d'investir dans la santé comme élément-clé du pacte social. Ce choix d'un niveau de remboursement des soins courants est donc profondément politique.

---

## **L'hôpital public supprime des emplois... depuis 2008. (13.01)**

## LeMonde.fr - 12.01

Les hôpitaux publics connaissent une baisse historique de leurs effectifs. Les Echos du mardi 12 janvier annoncent que 1 800 postes ont été supprimés, après 100 000 créations ces dix dernières années. Pour Cédric Lussiez, directeur de la communication de la Fédération hospitalière de France, ces suppressions de postes ont même eu lieu dès 2008, et non en 2009.

Il se réfère à la statistique annuelle des établissements du ministère de la santé. "Le chiffre agrégé sur lequel le gouvernement communique montre toujours une hausse parce qu'il prend en compte les salariés des maisons de retraites publiques, mais il y a bel et bien eu un retournement de tendance du côté des hôpitaux", souligne-t-il. Et ce, après une décennie marquée par de nombreuses créations de postes, principalement sous l'effet des 35 heures.

Ce n'est que le début des baisses d'effectifs, s'inquiètent directeurs d'hôpitaux et médecins, qui ont déjà dû réduire leur recours aux CDD et à l'intérim ces dernières années. Les établissements hospitaliers ont commencé à mettre en œuvre les suppressions d'emplois prévues d'ici à 2012, dans le cadre des plans de retour à l'équilibre des comptes. Plus de 10 000 suppressions de postes ont d'ores et déjà été annoncées, mais 15 000 pourraient s'avérer nécessaires.

### "ON NOUS DEMANDE DE SOIGNER PLUS AVEC MOINS DE PERSONNELS"

Ces mesures d'économie ont été demandées par le gouvernement après un creusement des déficits des hôpitaux entre 2006 et 2008, pour atteindre 700 millions d'euros (sur un budget total de l'ordre de 55 milliards). Des déficits qui résultent du "sous-financement" accordé par l'Etat, dénonce Bruno Devergie, vice-président de la Confédération des praticiens des hôpitaux. "Le passage à la tarification à l'activité en 2005 était censé apporter des moyens supplémentaires. Mais il n'a pas permis de financer la croissance des besoins des établissements, notamment liées au vieillissement de la population", estime-t-il. "Le budget global accordé ne progresse plus que de 3 % par an, contre 4 % auparavant", explique de son côté Cédric Lussiez.

Nicolas Sarkozy n'a pas étendu aux hôpitaux la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, mais les personnels se considèrent comme les principales futures victimes de la rigueur demandée, dans la mesure où les salaires pèsent pour 70 % dans les budgets des hôpitaux. "On nous demande de soigner plus et mieux avec moins de personnels. Mais à force de supprimer, on ne pourra pas maintenir la qualité des soins", prévient Bruno Devergie.

---

## François Fillon et Nicolas Sarkozy, "La carpe et le lapin". (13.01)

### Lexpress.fr - 12.01

Alix Bouilhaguet sort un livre sur le Premier ministre et le Président. Les bonnes feuilles en exclusivité sur L'Express.

Le deal de 2004

[Fin février 2004. Nicolas Sarkozy est ministre de l'Intérieur ; François Fillon, des Affaires sociales. Depuis le début du quinquennat de Jacques Chirac, ils ne cessent de s'affronter.]

"Ce jour-là, François Fillon invite Nicolas Sarkozy à déjeuner au ministère des Affaires sociales. L'hiver a été rude entre les deux hommes, les invectives, violentes. Mais le ministre des Affaires sociales sent qu'il est lâché par Jacques Chirac.

Il se met soudainement à dénoncer dans la presse le "tout sauf Sarkozy" qui règne dans la majorité au moment de la campagne pour l'élection du nouveau président de l'UMP. Le siège d'Alain Juppé sera en effet vacant en novembre 2004.

François Fillon déploie le drapeau blanc et Nicolas Sarkozy réagit sans tarder. "Après ce clash, cet hiver très compliqué entre eux, ils avaient besoin de se parler", rapporte un proche de Fillon. C'est le déjeuner "réconciliation, bilan et perspective".

Au cours du repas, Nicolas Sarkozy met un marché entre les mains de François Fillon: "Tu me soutiens à la présidentielle et tu deviens mon Premier ministre." Fillon se rue sur l'offre et paraphe l'accord. Le pacte scellé est gardé secret. "On a décidé de faire alliance. A partir de là, les choses étaient cadrées", confie François Fillon (1).

Pendant trois ans, il conserve ce deal en mémoire avec la même interrogation lancinante: Nicolas Sarkozy tient-il ses promesses?

2007: Déjà des menaces de démission

[Le 6 mai 2007, Nicolas Sarkozy est élu président. Le 17 mai, il nomme François Fillon Premier ministre.]



"Dans ces conditions, il vaut mieux qu'on arrête là la collaboration! Qui s'exprime ainsi au téléphone? Le Premier ministre. La voix reste calme, mais ferme.

A l'autre bout du fil, Nicolas Sarkozy demeure silencieux. Un ange passe. Le chef de l'Etat poursuit la conversation, changeant radicalement de sujet. Manifestement, il vient d'exclure, dans l'immédiat, l'hypothèse d'une démission. Mais il faut se rendre à l'évidence: l'euphorie engendrée par l'élection de Nicolas Sarkozy laisse rapidement place à des malentendus successifs.

Le couple de l'exécutif bat de l'aile, au vu et au su de tous. Quatre mois après sa nomination, François Fillon envisage même de démissionner. "Je reconnais qu'à ce moment-là, on a flôlé le clash. Vraiment." Propos textuels de François Fillon (1).

Que s'est-il produit pour aboutir à une telle discorde? Revenons, pour le comprendre, à cette journée du 28 septembre 2007. François Fillon travaille dans son bureau. Sa secrétaire vient d'y déposerLe Monde.L'attention du chef de gouvernement est retenue par un article titré sans ambiguïté: "François Fillon se pose en garant des réformes".

L'auteur, le journaliste Christophe Jakubyszyn, décrit un Premier ministre entré en résistance, prêt à forcer la main à un président prompt aux compromis. "Fillon fait le coup de la Cigale et de la Fourmi. Il dit: il y a un responsable, lui. Et un irresponsable, le président!" susurre anonymement l'un des principaux ministres du gouvernement, interrogé par le journaliste. L'analyse fait état de divergences profondes entre l'Elysée et Matignon.

Le chef du gouvernement s'étrangle, saisi par un mauvais pressentiment. Il appelle Nicolas Sarkozy: "Tu sais, il y a un papier épouvantable dans Le Monde cet après-midi", s'empresse-t-il de lui dire, histoire de déminer le terrain. Nicolas Sarkozy minimise. Il n'a pas lu l'article et le rassure: "Oh... Ne t'inquiète pas. On s'en fout, ça n'a aucune importance... Vraiment aucune. Ce ne sont que des racontars de journalistes."

François Fillon repose son téléphone, soulagé. Pour un court instant. Trois minutes plus tard, le téléphone sonne. C'est Nicolas Sarkozy. Le ton a changé. Il enrage. De toute évidence, il vient de prendre connaissance de l'article. Le ton monte. Les deux hommes s'affrontent violemment pendant une heure! Le président reproche à son Premier ministre de tirer les ficelles en coulisse.

François Fillon vide son sac: le fonctionnement, le périmètre, les collaborateurs du chef de l'Etat qui empiètent sur ses prérogatives, il n'en peut plus. Rien ne fonctionne. Le Premier ministre avance sa démission. Ce sera la première tentative d'une longue série [...]

Quelques jours plus tard, en octobre, une nouvelle scène éclate entre les deux têtes de l'exécutif. Dans le salon vert de l'Elysée, les membres de l'état-major de l'UMP, installés autour de la table, attendent Nicolas Sarkozy. [Celui-ci] s'assoit sur le seul siège laissé vacant, face à son Premier ministre. Le regard dur et la voix blanche, il lance: "Cette République est à changer. Il n'y a pas de place pour deux têtes de l'exécutif! Ça ne peut plus durer!" François Fillon ne semble pas étonné par la charge. Il reste calme. Autour de la table, c'est le silence. Les têtes restent baissées. Personne ne comprend ce qui a pu déclencher cette colère. Seul François Fillon affronte le courroux présidentiel.

Droit dans les yeux, il réplique: "Ecoute, tu sais ce que je pense du rôle de Premier ministre. Je t'ai déjà proposé la suppression de ce poste. Si tu décides de le faire, je ne poserai aucun problème. Si tu souhaites ma démission, tu l'as." Nicolas Sarkozy reste coi. Il ne s'attendait pas à ça. Que répondre à celui qui jette, encore une fois, sa démission sur la table? Comme si son n°2 n'était pas plus attaché que cela à son fauteuil?

Nicolas Sarkozy regarde ailleurs. Un silence interminable pour l'assemblée, que nul ne se précipite de rompre. Chacun pense, à cet instant, que tout peut basculer. Nicolas Sarkozy reprend alors la parole. Le ton s'est adouci: "Mais non, François, ce n'est pas le sujet." Le chef de l'Etat vient de balayer d'un revers de main la démission de son Premier ministre.

Le poids des mots, le choc du divorce

"François Fillon est mon collaborateur." Les mots sont inscrits là, noir sur blanc. A la lecture de Sud Ouest, ce 21 août 2007, François Fillon n'en croit pas ses yeux. Il se sent blessé puis "énervé à juste titre". Comment Nicolas Sarkozy a-t-il pu lui faire ça? Pourquoi l'humilier publiquement de cette manière? "Ça, c'est l'erreur monumentale. Fillon s'est toujours mis dans une position d'homme libre, de n'être le collaborateur de personne. Il répète souvent: "Je suis libre car je suis élu, j'ai un territoire, j'ai la légitimité!" rapporte un proche du chef du gouvernement.

Nicolas Sarkozy le sait offensé, mais ne cherche pas à le joindre pour autant. [...] [Aujourd'hui] François Fillon revient sur l'incident en pesant ses mots. "C'était une période très compliquée où on ne se parlait pas beaucoup, faut dire les choses comme elles sont. On n'en a jamais parlé. Jamais." (1)

[En cet automne, le président divorce.]

Cécilia partie, Nicolas Sarkozy semble désorienté. Il n'a jamais su gérer ces moments de flottement personnel. Il se livre à qui veut bien l'écouter. A ce moment-là, il attend un geste de son Premier ministre. Rien. Pas un signe. Les deux hommes se situent décidément aux

antipodes l'un de l'autre: l'extraverti ne comprend pas que l'introverti ne lui dise pas un mot [...] Sa retenue nourrit le ressentiment de Nicolas Sarkozy à son égard.

Longtemps après cet épisode, les deux hommes auront une discussion franche, au cours de laquelle François Fillon lui expliquera que c'est sa "façon d'être". Ils ont même de nouveau évoqué le sujet au printemps 2009. "Il a compris qu'on n'était pas faits pareil. Que j'ai cette espèce de pudeur. Jamais je n'aurais eu l'idée de m'exprimer publiquement sur la vie privée du chef de l'Etat, explique François Fillon, je ne le voyais pas aussi affectif. Là aussi, j'ai appris à le connaître." (1)

2008: les ballets russes

Ce matin du 11 août 2008, François Fillon reçoit un coup de téléphone d'un Nicolas Sarkozy furibond. "Pourquoi as-tu fait cette déclaration prorusse? Les Russes sont des sanguinaires!"

Le président vient de lire le communiqué de Matignon sur la crise entre la Russie et la Géorgie, et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il n'est pas d'accord.

Depuis trois jours, les combats font rage en Géorgie. Le 8 août, la jeune République a lancé une opération militaire contre l'Ossétie du Sud pour en reprendre le contrôle. La Russie a riposté en envoyant des chars et des pièces d'artillerie. [...] Nicolas Sarkozy, en tant que président de l'Union européenne, doit s'envoler dans quelques heures pour Tbilissi, la capitale géorgienne. Il estime que son Premier ministre a fait preuve de trop de mansuétude vis-à-vis des Russes.

Pendant la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy a milité pour la défense des droits de l'homme en Russie et contre la réalpolitik façon Jacques Chirac. [...] Au contraire, François Fillon a toujours été partisan de rapports très étroits avec Moscou. Véhément, le chef de l'Etat persiste: "On ne peut pas compter sur eux. On ne peut pas traiter avec eux!"

"Nicolas, tu peux crier, moi, je pose le téléphone", répond François Fillon, qui joint le geste à la parole. Quelques secondes plus tard, il reprend en main le combiné. Nicolas Sarkozy est toujours hors de lui. Il lui confirme qu'il se rend dans l'après-midi en Géorgie pour rencontrer le président Saakachvili.

Dans la soirée, le chef du gouvernement apprend que, contrairement à ce qui était prévu, Nicolas Sarkozy a décidé de se déplacer également à Moscou pour parlementer avec le président russe, Medvedev. En fin de journée, Nicolas Sarkozy rappelle, très énervé, François Fillon. "Pourquoi tu ne soutiens pas plus la Russie? Tu sais, Poutine et Medvedev sont vraiment des types formidables!" s'exclame-t-il. Car ce 12 août à Moscou, contre toute attente, Nicolas Sarkozy affirme qu'il est "parfaitement normal" que la Russie défende les "Russophones à l'extérieur" du pays!

En France, et même en Europe, certains vont critiquer le président pour avoir trop cédé aux Russes. Notamment en renonçant à une mention écrite de l'intégrité territoriale géorgienne.

Entre le matin et le soir, Nicolas Sarkozy a radicalement changé d'avis sur la crise entre la Géorgie et la Russie. Une conversion éclair à cette réalpolitik tellement décriée. "Ça, c'est Sarkozy!" conclut François Fillon en privé.

Le plan de sortie de Matignon

Ce jour de mai 2008, François Fillon a rendez-vous avec Nicolas Sarkozy. Il se rend à l'Elysée pour un petit déjeuner. Le Premier ministre a des choses à lui dire. Il en a même gros sur le coeur. D'entrée, il annonce la couleur: "Nicolas, ça ne peut plus durer comme ça... Il faut que cela cesse !" En cause, le "G7".

Cette réunion de ministres, étalée au grand jour, exaspère le Premier ministre au plus haut point depuis des semaines. Les deux hommes entament alors une conversation à bâtons rompus.

Une fois n'est pas coutume, le ton est franc et posé. Pour la première fois depuis un an, ils ne s'en tiennent pas aux non-dits mais se parlent clairement. Le chef de l'Etat comprend qu'il faut offrir des garanties à son chef du gouvernement. Il doit le rassurer.

Ensemble, au fil de la discussion, ils évoquent de manière plus précise le calendrier. Ce fameux moment sur lequel ministres et observateurs spéculent à longueur de déjeuner, la date du changement de Premier ministre. "On s'est dit les choses sur les échéances à cette occasion-là. Et comme ça correspondait exactement à ce que j'avais toujours estimé être..." confie François Fillon (1).

Autrement dit, le voilà qui aborde franchement avec Nicolas Sarkozy son départ de Matignon. Sarkozy a toujours soutenu la thèse que la question du remplacement du chef du gouvernement, sauf "échéances politiques catastrophiques", ou "crise grave", se pose au moment où le président de la République s'apprête à lancer sa candidature pour le mandat suivant.

Il a l'obligation de choisir un nouveau Premier ministre qui n'a pas le temps de s'user, de cristalliser les mécontentements contre lui. "Ce ne sera pas à mi-quinquennat mais après, pas très longtemps avant les échéances de 2012", dévoile le Premier ministre (1).

De quoi suggérer une date de départ de François Fillon au premier semestre 2011, soit un an avant la présidentielle. Un départ qui ne sera pas présenté comme une sanction. Sauf si...

---

## **Mort de Daniel Bensaïd, figure du trotskysme français. (13.01)**

### **Reuters - 12.01**

Le philosophe Daniel Bensaïd, animateur de Mai-68 et tête pensante de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), est mort mardi des suites d'une grave maladie, annonce le NPA. Il avait 63 ans.

Militant révolutionnaire depuis l'adolescence, il avait été l'un des animateurs du Mouvement du 22 Mars et l'un des acteurs de Mai-68 avec Daniel Cohn-Bendit et Alain Geismar, avant de participer à la création de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), en avril 1969.

Engagé dans tous les combats internationalistes, il a aussi été l'un des principaux dirigeants de la Quatrième internationale, organisation communiste fondée en 1938 en France par Léon Trotsky.

"Il n'a pas, lui, abandonné le drapeau de la révolte et de la résistance, il incarnait la continuité du combat révolutionnaire", a dit à Libération.fr Alain Krivine, cofondateur de la LCR.

Daniel Bensaïd avait activement participé l'an dernier à la création du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), animé notamment par Olivier Besancenot, qui en est le porte-parole.

Enseignant à l'université de Paris VIII, il a publié de nombreux ouvrages de philosophie ou de débat politique et a animé les revues Critique Communiste et Contretemps.

Des dirigeants de la gauche française ont salué mardi la mémoire d'un homme ayant mené sans concession le combat des idées.

"Ce grand penseur (...) n'a jamais cessé d'accompagner la mutation du mouvement trotskyste", écrit ainsi Benoît Hamon, porte-parole du Parti socialiste.

### **"UNE LENTE IMPATIENCE"**

Marie-George Buffet et Pierre Laurent, les numéro un et numéro deux du Parti communiste, ont rendu hommage dans un communiqué tout autant à "l'homme simple et attachant qui respirait et attirait la sympathie" qu'au militant.

Né le 25 mars 1946 à Toulouse, Daniel Bensaïd disait être tombé dans le communisme "comme dans un bain chimique" et s'est comporté pendant plus de trente ans comme un infatigable moine-soldat anticapitaliste.

Dans "Une lente impatience", livre paru en juin 2004, il revenait sur les années de formation, à Toulouse, dans le bistrot des parents, où il entendait parler de Marx, de Lénine, de Staline, et bien entendu de Trotski.

Puis la découverte, à l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud, des textes d'Althusser, de Foucault ou de Deleuze, et surtout, l'apprentissage de l'action, sur les barricades de Mai 68, mais aussi devant les usines, les ambassades, parfois jusqu'en Argentine ou au Brésil.

La récente crise financière l'avait conforté dans son analyse sur la nécessité de revenir à l'essentiel.

"Il y a 25 ans, Marx était traité comme un chien crevé dans le meilleur des mondes libéraux possibles. Son spectre souriant est aujourd'hui de retour. Son actualité est tout simplement celle du capital mondialisé", écrivait-il en août, dans un numéro du Nouvel Observateur consacré au "grand retour de Marx". Quelle naïveté, c'est tout la LCR ! (Lutte de classe)

---

## **Le parquet requiert en appel les mêmes peines contre les "Conti". (14.01)**

### **Reuters - 13.01**

Les six salariés de l'usine de Continental de Clairoix (Oise) condamnés à des peines de prison avec sursis ont été jugés en appel mercredi à Amiens pour le saccage de la sous-préfecture de Compiègne en avril 2009.

Le jugement a été mis en délibéré.

L'avocat général a requis la confirmation des peines de première instance, de 2 à 5 mois de prison avec sursis, refusant une relaxe qui serait selon lui "une forme d'impunité.

A la demande du président de la cour d'appel, des images de reportages de télévision sur le saccage de la sous-préfecture de Compiègne ont été diffusées sur des écrans. On y reconnaît clairement plusieurs prévenus dont Xavier Mathieu, le responsable de la CGT.

"Je suis un être humain", a réagi le leader de la CGT qui a tenté d'expliquer son geste par la colère ressentie à l'annonce de la liquidation de son entreprise, "un cataclysme".

Les prévenus ont affirmé que l'action menée en préfecture de Compiègne était "une action non préméditée, non volontaire, une réaction, un coup de colère".

A la barre, des responsables politiques, du porte-parole du Parti socialiste Benoît Hamon à la secrétaire nationale du Parti communiste Marie-Georges Buffet en passant par la dirigeante des Verts Cécile Duflot, ont été appelés en tant que témoins.

Ils ont apporté leur soutien aux six prévenus qui avaient violemment manifesté leur colère contre la fermeture de l'usine du fabricant allemand de pneumatiques.

"Le gouvernement fustige les patrons voyous, mais veut faire condamner les salariés de Continental", a dit le porte-parole du Nouveau parti anticapitaliste Olivier Besancenot.

Les prévenus ont assuré que l'action menée dans la préfecture de Compiègne était "non préméditée, non volontaire".

Marie-Laure Dufresne-Castets, l'avocate des six salariés, a demandé la relaxe de ses clients.

Dans la matinée, à l'appel de partis politiques de gauche et de syndicats, entre 800 personnes selon la police et 1.500 selon les syndicats se sont rassemblées devant la gare d'Amiens puis ont défilé jusqu'au tribunal de la ville.

Derrière une banderole "Relaxe pour nos six camarades", le cortège a défilé en scandant des slogans hostiles aux dirigeants de Continental et favorables aux salariés poursuivis.

"Les voyous, c'est pas nous", ont longuement crié les manifestants.

Dans le cortège, outre des anciens salariés licenciés de l'usine de Clairoix, plusieurs politiques ont donné de la voix.

"En relaxant les Six, on condamne les patrons voyous et on rend la justice. La violence, elle est du côté de ceux qui licencient pas du côté de ceux qui se défendent", a dit avant l'audience Marie-Georges Buffet.

L'Usine Continental, qui comptait 1.120 salariés, a fermé ses portes en 2009. Après des semaines de lutte, les salariés ont obtenu une prime de départ supplémentaire de 50 000 euros.

Le 21 avril 2009, des salariés de Continental avaient saccagé la sous-préfecture de Compiègne après la décision du tribunal de grande instance de Sarreguemines (Moselle) de ne pas annuler le plan de fermeture de leur usine.

---

## **Le temps de travail baisse constamment depuis 1950 en France. (14.01)**

### **Reuters - 13.01**

Le temps que les Français passent au travail baisse constamment depuis 1950, du fait notamment de la progression de l'emploi salarié, une évolution similaire à celle de neuf autres pays développés, selon une étude de l'Insee.

Il est passé de 2.230 heures par an en 1950 à 1.559 en 2007. Ce temps de travail en France est inférieur à la moyenne des dix pays étudiés (1.620) mais supérieur à celui de l'Allemagne (1.432) et des Pays-Bas (1.413), remarque l'Institut national de la statistique et des études

économiques.

Les champions de la longueur du temps de travail sont la Corée du Sud (2.165 heures par an), devant les Etats-Unis (1.785), le Japon (1.784) et l'Espagne (1.775).

Le Royaume-Uni (1.607), la Suède (1.601) et l'Italie (1.566) suivent, juste devant la France.

Si les Français travaillent moins, c'est comme dans les autres pays essentiellement en raison du déclin de l'emploi agricole au profit du salariat, régime qui est celui de 91% des actifs français aujourd'hui, contre 65% en 1950.

Depuis les années 1970, la baisse de la durée du travail est aussi liée au développement des contrats à temps partiel, notamment concernant les femmes.

La France a une spécificité limitée dans les raisons de cette évolution, puisqu'elle a réduit l'horaire de travail légal avec les lois Robien (1996) sous la droite, et Aubry sous la gauche (1998 et 2000).

Le temps de travail est devenu une des lignes de fracture entre droite et gauche. Elu à l'Elysée avec le slogan "travailler plus pour gagner plus", Nicolas Sarkozy a assoupli les lois sur les 35 heures sans les supprimer, cette durée demeurant la limite légale de travail hebdomadaire.

---

## **Sarkozy à table avec des intellos. (14.01)**

**Lexpress.fr - 13.01**

Le président de la République a rencontré, mercredi 23 décembre, les nouveaux intellectuels français repertoriés par le Journal du Dimanche.

C'est en voyant leurs noms dans un article sur "Les nouveaux intellectuels du xxi<sup>e</sup> siècle", paru dans le Journal du dimanche le 20 décembre, que Nicolas Sarkozy a souhaité les rencontrer. Dès le lundi, certaines des neuf personnalités citées sont contactées par l'Elysée. Pour un déjeuner... le surlendemain. Trois d'entre elles annulent leurs engagements pour être présentes - les autres, assure le Château, seront réinvitées. Parmi elles, la sociologue Caroline Fourest, qui, contactée par L'Express, répond que ce genre de mondanité ne l'intéresse pas.

Détail savoureux: la liste établie par le JDD l'avait été avec l'aide d'un journaliste de Mediapart, site notoirement antisarkozyste! Convié le 23 décembre, Gilles Finchelstein, directeur général de la Fondation Jean-Jaurès et proche collaborateur de Dominique Strauss-Kahn, s'est assuré auprès de ce dernier qu'il pouvait honorer l'invitation.

A table ce jour-là se trouvaient aussi la philosophe Cynthia Fleury et le sociologue Louis Chauvel. "Le président a beaucoup parlé", raconte l'un des présents. Mais le chef de l'Etat et ses hôtes sont convenus de ne pas donner de publicité à leur échange.

---

## **Les nouveaux intellectuels du XXI<sup>e</sup> siècle (14.01)**

**JDD - 23.12.09**

Leurs idées, leur influence, leurs engagements... Portrait de neuf jeunes penseurs qui bousculent le conformisme.

Vincent Cespedes

La question des règles

36 ans, philosophe, directeur de la collection "Philosopher" chez Larousse.

Proximités intellectuelles : la "créolisation" d'Edouard Glissant ou "la pensée iconoclaste" d'Henri Lefebvre.

Idées-force : "Le pouvoir humain d'institutionnalisation (et de désinstitutionnalisation). C'est bien de cela qu'il s'agit quand je fais un roman-essai sur l'orthographe française, un pamphlet polémique sur les violences urbaines, ou même un cahier de vacances sur l'amour : notre capacité à fixer nos propres règles du jeu, et à les modifier, ce qui ne va pas sans... crise!"

Engagements politiques : "Je plaide pour une démocratie philosophique, c'est-à-dire capable d'autocritique, de création et d'intelligence. L'opposé de notre démocratie "sinistrée" – un mot rappelant que notre démocratie naît à gauche (latin: sinister), et meurt quand la gauche

dépérit. La sinistrose actuelle est donc ma grande préoccupation."

Dernier livre paru: J'aime, donc je suis Larousse.

Gilles Finchelstein

Retrouver le temps long

46 ans, directeur de la Fondation Jean-Jaurès et directeur des études chez Euro RSCG Worldwide.

Proximités intellectuelles : Guy Carcassonne, Antoine Lyon-Caen, Jean Pisani-Ferry, Daniel Cohen, Dominique Strauss-Kahn "pour sa capacité à penser out of the box, comme disent les Américains".

Idées-force : "Une analyse – et une dénonciation – de cette espèce de "dictature de l'urgence" qui s'est insinuée partout, dans nos vies personnelle et professionnelle, dans la vie économique comme dans la vie publique. Peu à peu, nous oublions le long terme au profit du court terme... au risque de saborder l'un et l'autre. Il faut retrouver le temps long!"

Engagements politiques : "Aujourd'hui, mon seul engagement politique est au service de la Fondation Jean-Jaurès que préside Pierre Mauroy. Un lieu privilégié pour nouer un dialogue de fond entre politiques, experts, universitaires, syndicalistes ou entrepreneurs."

Dernier livre paru: Le Monde d'après, Plon.

Louis Chauvel

Les moteurs du changement social

42 ans, sociologue, professeur des universités à Science-Po. Membre de l'Institut universitaire de France.

Proximités intellectuelles: "Marx, Durkheim, Weber, Vilfredo Pareto, de gauche à droite. Forte influence d'Emmanuel Todd. Mais aussi les révolutions intellectuelles et culturelles de l'Autriche entre 1890 et 1930. Aujourd'hui: la Chine."

Idées-force : "Je m'intéresse aux moteurs du changement social. Le conflit de l'ancien et de la nouveauté, de la tradition et de l'invention, de l'ordre et de l'aventure. J'analyse les contradictions entre les représentations et les réalités: beaucoup de contemporains croient que nous vivons dans une société sans classe, où nous sommes tous membres des classes moyennes. La réalité est différente, mais fait l'objet d'un déni étonnant."

Engagements politiques : "J'en ai eu, très marqués à gauche. Mais je déteste la "science militante", ce savoir qui donne des réponses orientées avant même d'avoir posé froidement les problèmes. Les experts de sciences sociales sont plus et mieux lus à droite qu'à gauche, avec plus d'intérêt et de respect."

Dernier livre paru: Les Classes moyennes à la dérive, Seuil.

Vincent Delecroix

Le rapport à la vérité

40 ans, écrivain et philosophe, maître de conférences à l'Ecole pratique des hautes études.

Proximités intellectuelles: Kierkegaard en philosophie, Stendhal en littérature.

Idées-force : "La relation entre philosophie, discours et vérité. Cela consiste à se demander, en philosophie de la religion, le sens, les présupposés et la pérennité de la question de la vérité que pose la philosophie à la religion. Une manière d'approcher le phénomène religieux à l'époque contemporaine, mais aussi une réflexion sur l'histoire du concept de vérité, de la volonté de vérité et finalement une interrogation sur le rapport contemporain à la vérité."

Engagements politiques : "Une bonne partie du discours et des pratiques de la droite au pouvoir, dite "décomplexée", suscite en moi de l'exaspération, voire de l'exécration."

Dernier livre paru: Le Tombeau d'Achille, Gallimard.

Cynthia Fleury

La régulation démocratique 35 ans, chercheuse à l'Institut des sciences de la communication du CNRS, Research Fellow et professeur à l'American University of Paris.

Proximités intellectuelles : La Critique de la raison pure de Kant.

Idées-force : "Je travaille sur l'écart entre les principes et les pratiques démocratiques, le travestissement des principes démocratiques ou ce que je qualifie d'"entropie", d'"état de désordre" démocratique. Je m'intéresse de la sorte aux outils de la régulation démocratique. Cela concerne les démocraties adultes confrontées à l'enjeu de la réforme. "

Engagements politiques : "J'ai travaillé avec des élus territoriaux ou nationaux de tous bords à partir du moment où le sujet me paraissait d'intérêt général."

A paraître en 2010 : La Fin du courage, Fayard.

Caroline Fourest

Un humanisme laïque

34 ans, rédactrice en chef de la revue ProChoix (féministe, antiraciste, laïque), journaliste au Monde et à France Culture.

Proximités intellectuelles : "Je n'ai jamais retrouvé de meilleures références que la philosophie du doute et des lumières qui m'a donné envie de penser, de réfléchir, de critiquer, d'être en mouvement."

Idées-force : "Repenser notre façon de "faire société" grâce à l'humanisme laïque et universaliste, pour sortir de cette crise du "vivre-ensemble" en évitant deux gouffres: l'aveuglement au défi de l'intégrisme d'un certain multiculturalisme, et la tentation d'y répondre par un retour de bâton nationaliste, normatif et identitaire sur un mode monoculturaliste."

Engagements politiques : "Liberté-égalité-laïcité. Je n'appartiens à aucun parti puisque mon rôle, en tant qu'intellectuelle engagée, est de faire en sorte que le plus grand nombre de familles politiques n'abandonne pas ces fondamentaux."

Dernier livre paru: La Dernière Utopie, Grasset.

Thierry Pech

L'évolution des rapports sociaux

41 ans, ex-secrétaire général de La République des idées, ancien directeur du Seuil, directeur adjoint d'Alternatives économiques.

Proximités intellectuelles : Pierre Rosanvallon, lavedesidees.fr, Antoine Garapon, la revue Esprit.

Idées-force : "Mieux comprendre la forme actuelle des rapports sociaux. Dans une société comme la nôtre, tout dépend de la manière dont les différentes catégories se considèrent mutuellement. Elles ne vivent pas les unes à côté des autres, mais les unes avec et contre les autres. Et, de ce point de vue, les sociétés européennes ne vont pas bien."

Engagements politiques : "La volonté de redonner à la gauche les outils d'une critique et d'une compréhension pertinentes du monde dans lequel nous vivons."

Dernier livre paru: Les Multinationales du coeur, Seuil.

Hakim El Karoui

Penser l'égalité

38 ans, ancien conseiller de Jean-Pierre Raffarin, militant de la diversité, banquier chez Rothschild.

Proximités intellectuelles : "Emmanuel Todd, qui, à partir d'une intuition de génie – la concordance entre la carte des systèmes familiaux et

celle des systèmes politiques – a su construire un modèle d'interprétation du monde. Glenn Gould jouant Bach : l'abstrait qui devient charnel, le rythme qui devient musique, la solitude qui devient dialogue."

Idées-force : "L'idée que les hommes sont égaux. Alors que le monde se désoccidentalise, l'égalité est un concept d'avenir, pour penser l'émergence des nouvelles puissances, rassurer la France métissée sur son identité ou oeuvrer pour la nécessaire régulation du commerce international qui sauvera de la déchéance les classes moyennes occidentales."

Engagements politiques : "Question complexe car si la droite inégalitaire a clairement pris le pas sur l'autre – celle du souci de la cohésion sociale et nationale, du refus de l'occidentalisme, du musée du Quai-Branly– la gauche n'a pas encore compris la force et la modernité de l'idée d'égalité."

Dernier livre paru: L'Avenir d'une exception, Flammarion.

Eric Maurin

Critique et pragmatisme

46 ans, professeur d'économie à l'Ecole d'économie de Paris, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

Proximités intellectuelles : "J'ai été formé à l'Insee à une époque où y coexistaient encore une tradition critique et une tradition pragmatique des sciences sociales. Selon la première, les sciences sociales sont condamnées à produire des représentations d'abord politiques. La tradition pragmatique simplifie le monde en quelques grandes équations, dont il s'agit de tester empiriquement les prédictions."

Idées-force : "Pour comprendre notre société, il est crucial de saisir comment ses membres se représentent l'avenir et de quels possibles leur avenir est fait. C'est autant la peur face à l'avenir que l'expérience du passé qui mobilisent et façonnent nos sociétés."

Engagements politiques : "J'apprécie les leaders de gauche pragmatiques comme Michel Destot à Grenoble. Je soutiens à 100% les efforts de Martin Hirsch pour tester les politiques publiques à petite échelle avant de les généraliser. Mais la politique d'ouverture, dont il est une figure, concrétise toutefois l'idée que les élites de gauche n'adhèrent pas aux grands principes qu'elles professent."

Dernier livre paru: La Peur du déclassement, Seuil.

Commentaire : Il y a eu les nouveaux philosophes et vieux réactionnaires au milieu des années 70, d'autres ont pris la relève depuis, maintenant voilà venu le temps des nouveaux intellectuels et vieux réactionnaires ! (Lutte de classe)

---

## **Le Modem fait alliance avec Ségolène Royal en Charente-Maritime. (17.01)**

**Reuters - 16.01**

Le Mouvement démocrate (Modem) de Charente-Maritime a décidé de faire alliance dès le premier tour des élections régionales avec la socialiste Ségolène Royal, présidente sortante de la région Poitou-Charentes.

Cinq candidats du parti centriste figureront sur les listes socialistes dès le premier tour, en contradiction avec les consignes nationales de François Bayrou, président du parti centriste.

Des militants et élus du Modem opposés à cette stratégie pourraient cependant maintenir des listes autonomes du parti centriste dans les départements de la région.

Depuis la présidentielle de 2007, où elle avait vainement tenté d'obtenir le ralliement de François Bayrou entre les deux tours, Ségolène Royal a multiplié les ouvertures vers ce parti, qui est fermement opposé comme elle à Nicolas Sarkozy.

Elle a donc en partie réussi samedi dans sa région. "Nous avons voté en faveur de la main tendue", a dit aux journalistes Alexis Blanc, président du Modem de Charente-Maritime, après une réunion tendue à Rochefort.

Sur 66 conseillers départementaux Modem, 42 étaient présents, 33 ont voté, dont deux seulement contre l'alliance avec le PS. Il y a eu deux abstentions.

"Le pragmatisme a prévalu. On est tous centristes de coeur, de motivation mais aujourd'hui il est clair que nous n'avons pas les moyens de constituer une liste autonome du Mouvement démocrate au premier tour", a ajouté Alexis Blanc.



Il estime que Ségolène Royal a un bon bilan, et que ses propositions concordent avec celles du Modem local.

Le 7 janvier, François Bayrou avait fait le déplacement à Angoulême (Charente) pour tenter d'éviter une dissidence de la branche locale de son parti.

Il avait laissé la porte ouverte à une alliance pour le deuxième tour mais avait tenu à rappeler que le MoDem avait besoin "de manifester clairement son indépendance".

Alexis Blanc estime que les instances du Modem dans les trois autres départements de la Poitou-Charentes devraient adopter la même stratégie de ralliement dès le premier tour à Ségolène Royal dans les jours à venir.

---

## **Les seniors, une cible de choix pour les entreprises. (17.01)**

### **JDF - 16.01**

De plus en plus nombreux et disposant de revenus confortables, les seniors sont devenus une cible privilégiée pour de nombreuses sociétés, parmi lesquelles on retrouve bien sûr les maisons de retraite et les laboratoires pharmaceutiques. Ces derniers seront les grands gagnants de cette évolution démographique, mais dans d'autres secteurs, des loisirs à l'alimentaire en passant par l'assurance ou la cosmétique, de nombreuses entreprises adaptent leur offre à destination des seniors.

« D'ici à 2050, le nombre de personnes de plus de 65 ans devrait tripler, tandis que la population mondiale n'augmenterait que d'un tiers, et celle des enfants de moins de 5 ans diminuerait légèrement », pronostique Gilles Pinson, démographe à l'Institut national d'études démographiques.

En France, la génération des 60-70 ans arrive en masse à l'âge de la retraite. Et la déferlante des « papy-boomers » va aller en s'amplifiant. Depuis 2006, on enregistre 750.000 départs à la retraite par an, au lieu de 450.000 précédemment. Une retraite dont ils vont pouvoir profiter longtemps avec l'allongement de l'espérance de vie.

La tranche des plus de 80 ans est celle qui progresse le plus vite dans la plupart des pays. Leur nombre devrait croître de 233 % entre 2008 et 2040. La prise en charge collective des besoins d'aide et de soins du grand âge est donc l'un des plus grands défis à moyen terme. On estime à environ 50 % le taux de personnes dépendantes en plus en 2040 (passant de 800.000 à 1,2 million). Parallèlement, le nombre des « aidants » potentiels dans l'entourage est amené à se réduire.

Les acteurs de la santé en sont les premiers bénéficiaires

La prise en charge de la dépendance ne connaîtra donc pas la crise dans les années à venir. Du pain bénit pour certaines valeurs, au premier rang desquelles on retrouve les maisons de retraite et, plus généralement, les acteurs du secteur de la santé. Des groupes comme Générale de Santé, LVL Médical, Orpéa ou encore Korian vont en être les premiers bénéficiaires. « C'est pourquoi nous avons choisi à travers notre fonds Performance Vitae de nous focaliser sur les sociétés répondant directement à cette problématique, comme les maisons de retraite, les laboratoires pharmaceutiques et les fabricants de matériel médical et paramédical. Une ventilation qui nous a permis d'afficher une performance de 18 % l'an dernier, soit davantage que les indices santé », explique Barthélemy Renaudin, gérant à la Financière de Champlain.

Avec les progrès croissants de la médecine et l'allongement de la durée de vie, les dépenses de santé vont continuer de croître inexorablement. « Les groupes de maisons de retraite ont l'avantage de contribuer à la diminution des dépenses de santé du fait de la réduction des durées d'hospitalisation. Ils sont donc amenés à se développer dans les années à venir », estime Barthélemy Renaudin. « Les sociétés de la santé ont parfaitement joué leur rôle de valeurs défensives pendant la crise et devraient assurer une belle surperformance en 2010 », conclut-il.

Conscientes des enjeux de la dépendance dans les années à venir, d'autres sociétés sont désireuses de se faire une place sur ce créneau. Ainsi, l'équipementier électrique Legrand espère conquérir la clientèle des seniors, et plus particulièrement des personnes en perte d'autonomie, avec son offre dans la domotique. « Le vieillissement de la population ouvre un formidable marché. Nous proposons des solutions pour permettre aux personnes âgées de rester chez elles en toute autonomie », soulignait

Gilles Schnepf, P-DG de Legrand, lors d'une interview dans notre journal en novembre 2009.

Certaines entreprises du domaine de la santé visent un public de seniors élargi. C'est le cas du spécialiste des verres progressifs Essilor, mais aussi d'Audika et d'Amplifon, dans le secteur des prothèses auditives. Leur activité présente une visibilité qui leur a permis d'afficher de belles performances boursières sur 2009. Essilor a ainsi surperformé le CAC 40, avec un gain de plus de 26 % sur un an. Quant à Audika, l'action s'est envolée de près de 60 % sur un an et de plus de 7 % depuis le 1er janvier.

Autre secteur pour lequel le vieillissement de la population offre un fort potentiel de croissance, c'est le marché de l'assurance. Aujourd'hui, 3 millions de personnes sont couvertes, soit seulement 15 à 25 % de la cible potentielle, selon la Fédération française des sociétés d'assurances. Pourtant, l'an dernier, les dépenses liées à la perte d'autonomie en France ont été évaluées à 19 milliards d'euros, soit 1 % du PIB. Certains experts estiment que la dépendance pourrait représenter 3 % du PIB dès 2020, sous l'effet du vieillissement démographique, de la croissance de la population totale, de l'inflation des dépenses et du progrès technique.

Face à cela, le marché français, qui représente environ 500 millions d'euros de primes, demeure embryonnaire. A titre de comparaison, la complémentaire santé représente 28 milliards d'euros de cotisations. Aujourd'hui, CNP et Crédit Agricole sont les deux acteurs les mieux positionnés pour profiter de cette manne.

Les seniors sont friands de loisirs

L'allongement continu de l'espérance de vie s'accompagne d'une augmentation comparable du nombre d'années de vie en bonne santé. L'âge d'entrée dans la dépendance recule autant que l'âge du décès. Et la génération des 60-70 ans veut profiter de la retraite et se faire plaisir. En plus, on estime que les seniors disposent d'environ 50 % du revenu net et de 60 % du patrimoine total des ménages. Ils vont donc représenter dans les prochaines années une part croissante des consommateurs.

Une tendance qui n'a pas échappé aux acteurs du tourisme. En effet, selon une enquête Ipsos pour le Crédit Agricole, 67 % d'entre eux partent en voyage au moins une fois par an, avec un budget annuel moyen de 2.474 euros, et 48 % d'entre eux sortent au moins une fois par mois. Depuis quelques années, on voit fleurir des offres à destination des seniors. Thomas Cook propose, par exemple, des séjours balnéaires de plus longue durée avec des activités spécialement adaptées. Un bon moyen pour les hôteliers et les tour-opérateurs de remplir leurs séjours pendant les périodes creuses.

Ces jeunes retraités sont également adeptes des vacances dans l'Hexagone. Dans ce cadre, ils privilégient les hébergements en chambre d'hôte et en gîte, mais aussi le camping. Ainsi, les plus de 60 ans représentent 33 % de acheteurs de camping-cars. Un bon filon pour une société telle que Trigano, ce qui explique une partie de son rebond boursier de l'an dernier (+ 135 % sur un an).

Les acteurs du loisir, comme le groupe Partouche, comptent également attirer cette clientèle. Ayant souffert de l'interdiction de fumer et des répercussions de la crise économique, les casinos cherchent à séduire de nouveaux clients. Les seniors représentent donc une clientèle cible pour eux, compte tenu de leurs revenus.

Désireuses de profiter de cette réserve de croissance, les entreprises de biens de consommation mettent au point une offre dédiée pour les seniors. Parmi les sociétés auxquelles on pense immédiatement, on citera Damartex, dont le positionnement est clairement affiché à travers sa ligne de textile.

Les groupes cosmétiques ont également compris, depuis longtemps, le potentiel de cette clientèle et ont fait des soins anti-âge un axe de développement majeur. Le marché des antirides s'élève à plus de 1 milliard d'euros, dont 320 millions pour l'Europe. C'est pourquoi L'Oréal investit lourdement dans la recherche afin de mettre au point de nouvelles technologies. Galderma, la filiale commune de L'Oréal et Nestlé, vient d'ailleurs de lancer un traitement à base de toxine botulique pour concurrencer le Botox.

Enfin, l'agroalimentaire n'est pas en reste. Danone propose par exemple depuis plusieurs années des produits anticholestérol, enrichis en oméga 3 ou aidant à lutter contre l'ostéoporose.

D'autres groupes à l'assaut de cette clientèle

De nouveaux acteurs tentent de séduire cette catégorie. Orange a ainsi lancé l'offre Hello, qui propose une interface simplifiée, un abonnement spécifique à Internet et un service d'assistance dédié, pour réconcilier les seniors avec les nouvelles technologies. Pour autant, il est difficile d'estimer le poids exact des seniors dans les résultats de ces entreprises et encore plus l'impact boursier. Mais, selon Barthélemy Renaudin, la thématique du vieillissement de la population en Bourse n'en est qu'à ses débuts.

Sordide ! (Lutte de classe)

---

## **Le consensus UMP-PS contre nos retraites. (19.01)**

**Lexpress.fr - 19.01**

La première secrétaire du PS s'est prononcée en faveur d'une commission bipartite de réflexion sur les retraites, à condition de pouvoir choisir le coprésident socialiste.

A condition que le parti qu'elle dirige puisse choisir le nom du coprésident issu de ses rangs, Martine Aubry pourrait appuyer la création d'une commission bipartite (UMP-PS) sur les retraites, selon le modèle de celle consacrée au grand emprunt, animée par Alain Juppé et Michel Rocard (mais Rocard avait été nommé par l'Elysée).

Le 17 janvier, dans Le Grand Jury LCI-RTL-Le Figaro, la première secrétaire a envisagé de débattre d'un âge de départ à la retraite de 61 ou de 62 ans, dès lors que seraient traitées les questions de pénibilité et de travail des seniors. C'est la première fois que le PS aborde ce sujet à ce niveau de responsabilité.

Elle s'en remet à Sarkozy, le fossoyeur de nos droits sociaux : La première secrétaire s'était dit ouverte à un débat "si le président de la République est prêt à travailler véritablement pour que nous trouvions des principes justes", en "gardant la retraite par répartition".

"Elle a ouvert la réflexion et montré que le statu quo n'était plus possible", confirme Marisol Touraine, secrétaire nationale à la santé et la sécurité sociale.

Mardi matin, Benoît Hamon, le porte-parole du PS, a démenti et répété que son parti reste "attaché" au maintien de l'âge légal de la retraite à 60 ans. (Lexpress.fr 19.01)

### Commentaire.

Aubry a indiqué à Sarkozy la méthode à suivre pour faire passer sa contre-réforme des retraites : un faux choix qui dans les deux cas s'apparente à un chantage, mais la ficelle étant un peu grosse à avaler d'un coup, il est nécessaire d'ajouter un argument pour faire diversion et diviser les travailleurs, l'emploi des seniors et la pénibilité du travail : " Le tout maintenant c'est d'y mettre les ingrédients pour que celle-ci soit juste aux yeux des Français", dicit mardi à l'Assemblée nationale M. Valls (AP 19.01), entendez par là, pour que le projet scélérat de Sarkozy soit adopté. Le PS a repris à son compte la méthode Sarkozy-Thibault-Chérèque, ni plus ni moins.

Tout le monde a bien compris après que le PS a adopté les arguments de Sarkozy, qu'il était forcément juste de tailler à la hache dans notre droit à la retraite, tout comme il est forcément juste que le régime capitaliste survive, puisque selon le PS il n'existe aucune alternative au capitalisme.

On nous propose de choisir entre la peste et le choléra : Soit vous acceptez un système de retraite à points, mais qui se traduira par l'amplification des inégalités déjà existantes, à moins que vous ne continuiez à travailler bien au-delà de 60 ans, soit vous conservez le système actuel par répartition, mais vous devrez accepter de repousser l'âge de départ à la retraite, dans les deux cas la même punition pour l'ensemble des travailleurs.

Toute revendication qui va à l'encontre des intérêts du capitalisme doit être écartée, tout droit ou acquis social qui va à l'encontre des intérêts du capitalisme doit être remis en cause, en aucun cas la classe ouvrière ne pourrait avoir d'intérêts distincts et contradictoires au capitalisme, en aucun cas elle ne pourrait revendiquer son indépendance de classe. C'est donc bien la question du combat classe contre classe qui est posée au mouvement ouvrier.

Soit vous choisissez de vous placer au côté de la classe ouvrière et vous rejetez l'ensemble des arguments avancés par Sarkozy-Aubry-Thibault-Chérèque-Parisot, soit vous acceptez leurs arguments et vous vous placez au côté des capitalistes et leurs représentants, vous décidez sciemment de brader à la fois les intérêts et l'indépendance de classe du prolétariat.

Du côté syndical.

En déclarant mardi vouloir relancer l'intersyndicale en vue de la nouvelle phase de contre-réforme des retraites, les dirigeants de la CGT comptent renouveler le front unique au sommet qui a permis au gouvernement et aux capitalistes de passer tranquillement la crise au cours de l'année 2009.

Chacun se dispose pour cadenasser le mouvement ouvrier et lui interdire toute issue politique.

---

## **Loire: quatre dirigeants d'Akers (métallurgie) retenus par des salariés. (21.01)**

### AP - 20.01

Quatre dirigeants du groupe métallurgique suédois Akers s'apprêtaient à passer la nuit de mercredi à jeudi dans leur usine de Fraisses (Loire), où ils sont retenus depuis la mi-journée par la majorité des 120 salariés.

Les négociations entre la direction d'Akers, un des principaux fabricants mondiaux de cylindres de laminoir, et ses salariés de la région stéphanoise, qui avaient failli aboutir, ont finalement été rompues.

"Nos interlocuteurs sont versatiles, mais je ne leur en veux pas car ce ne sont pas des professionnels de la négociation. Nous attendons le retour demain de Paris des trois délégués syndicaux titulaires pour tenter d'aboutir", a déclaré mercredi soir Laurent Dousselin, directeur du site Akers de Fraisses.

Les salariés ont annoncé qu'ils étaient "déterminés" dans leurs revendications, mais qu'ils allaient "bien traiter" leurs dirigeants.

Ils ont amené sur place des lits picots pour qu'ils puissent dormir et des savonnettes pour leur toilette et ils leur ont fait livrer des pizzas en début de soirée.

"Nous sommes allés au bout de ce que la direction du groupe nous permettait de faire en offrant 30.000 euros de prime extra-légale, mais assortis de conditions (ndlr: reprise du travail, qualité de la production, absence de dégradations) sur lesquelles ils ont au dernier moment refusé de s'engager", a déclaré Benoit Bourg, DRH d'Akers Fraisses, qui s'apprêtait à passer la nuit sur place avec trois autres dirigeants de la filiale française, dont son directeur, Philippe Bello.

Un représentant de l'intersyndicale FO, CFTD, CGT a pour sa part déclaré qu'"un accord devra d'abord être signé" pour que cesse l'action, qui a débuté en fin de matinée.

A Paris, les trois délégués syndicaux de l'entreprise d'Akers Fraisses ont de leur côté participé mercredi après-midi à une réunion, sous l'égide du ministère de l'Industrie et du secrétariat d'Etat à l'Emploi, en présence du contrôleur général du groupe suédois Akers.

Ce dernier a annoncé en novembre 2009 son intention de fermer son usine de Fraisses, où 120 salariés travaillent à la fabrication de cylindres de laminoir, évoquant un effondrement de ses commandes.

---

## **NPA : la stratégie de Besancenot dénoncée en interne. (21.01)**

**LeMonde.fr - 20.01**

Le jour où Olivier Besancenot annonçait sa candidature comme tête de liste en Ile-de-France, une autre figure du NPA annonçait son retrait de la campagne. Leila Chaibi, chef de file médiatique de l'Appel et la pioche, un collectif qui organise des pique-niques sauvages dans les supermarchés, critique vertement l'attitude de son parti et surtout son refus d'une alliance avec le Front de gauche.

"Le choix de partir seul aux élections régionales est pour moi l'expression de l'échec du projet NPA", explique-t-elle sur le site.

La jeune femme, qui est l'une des représentantes de la "minorité unitaire" au NPA, est particulièrement en colère contre le préalable avancé par les amis de M. Besancenot pour des listes unitaires : le refus de participer aux exécutifs régionaux. Un prétexte, assure-t-elle. "En réalité, cette histoire d'exécutifs n'était qu'une excuse pour ne pas faire l'unité. Tout comme, à l'époque des élections européennes, l'argument du "front durable" n'était qu'une excuse pour partir tout seul", écrit-elle. A ses yeux, le NPA a tout fait pour rompre les négociations.

Cette épisode l'a rendue amère. Et l'interroge sur la sincérité des dirigeants du NPA quand ils parlent d'un "nouveau parti ouvert". "Si le NPA sert uniquement à appeler à la grève générale de façon incantatoire, pas la peine d'avoir choisi la forme "parti", un syndicat aurait fait l'affaire. Si le but du NPA, c'est d'attendre la révolution, je préfère rester couchée d'ici là", assure-t-elle.

Pour l'heure, comme elle a démissionné de la direction nationale, elle annonce son retrait de la campagne. Et prévient qu'elle se battra à l'intérieur de son parti mais aussi dans les débats de toutes "les composantes de la gauche radicale".

---

## **Lutte ouvrière, dernier parti révolutionnaire ? (21.01)**

**Reuters - 20.01**

Tournant le dos aux alliances électorales, Lutte ouvrière se présente seul aux élections régionales pour dire tout le mal qu'il pense des élections et dénoncer la politique du gouvernement et du patronat.

La porte-parole du parti trotskyste, Nathalie Arthaud, renvoie dos à dos le Front de gauche, qui rêve selon elle de faire une "énième mouture de la gauche plurielle" et le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot.

"Nous sommes le dernier parti révolutionnaire, le seul qui considère le communisme comme l'avenir de l'humanité", explique dans une interview à Reuters la responsable de la formation, qui a succédé à l'insupportable Arlette Laguiller en 2008.

LO, qui revendique 8.400 adhérents et a obtenu 1,34% à la présidentielle de 2007, avait fait alliance dans le passé avec la Ligue communiste révolutionnaire.

Mais "en se transformant en NPA, ils ont abandonné la référence au trotskysme, ce n'est pas que symbolique, ça correspond à un changement d'orientation", dit Nathalie Arthaud.

Elle note également que le NPA a tenté de s'allier au Front de gauche et qu'il fera liste commune avec lui dans quelques régions au scrutin de mars.

Néanmoins, la porte-parole de LO ne croit pas à un effondrement de l'ex-formation rivale et de son porte-parole Olivier Besancenot, qui semblent avoir été éclipsés par les Verts après le succès des écologistes aux européennes de 2009.

"Il semblerait que le dévolu des médias se porte plutôt sur Cécile Duflot", secrétaire nationale des Verts, dit-elle.

### "CONSTRUCTIONS MÉDIATIQUES"

"Pour moi, ce sont des constructions médiatiques, on l'a connu à Lutte ouvrière avec Arlette Laguiller en 1995. Je crois qu'il n'y a rien de changé par rapport à il y a un an".

Spécificité française, la gauche radicale, qui compte de nombreux courants et pèse de 12 à 14% des voix, avait échoué à s'unir pour la présidentielle de 2007.

En revanche, le Parti communiste et le Parti de gauche (PG) sont allés ensemble à la bataille des municipales de 2008 sous le sigle "Front de gauche" et présentent une majorité de listes communes aux régionales de mars prochain.

Mais pour Nathalie Arthaud, les sympathisants communistes et ceux de Jean-Luc Mélenchon se font des illusions s'ils pensent qu'une alliance électorale et l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle équipe en 2012 "changera quelque chose pour eux."

"Tout l'espoir que Mitterrand avait suscité quand il s'était fait élire en 1981, où est-il aujourd'hui ? Et pareil, Lionel Jospin, qu'est-ce qu'il a fait ?" de 1997 à 2002 à Matignon, demande-t-elle.

En conséquence, LO entend prendre le "contrepied" du PCF et du PG pour dire que la solution ne viendra pas du remplacement de Nicolas Sarkozy par un représentant de la gauche mais du rapport de forces sur le terrain social.

"Les travailleurs peuvent changer les choses eux-mêmes, non par le bulletin de vote mais grâce à leurs luttes", dit Nathalie Arthaud.

Selon elle, les formations de gauche doivent être unies mais pour "riposter" au gouvernement et au patronat et "imposer que les richesses, dont la société déborde, répondent aux besoins de la population".

"C'est ça que nous allons dire aux élections. S'il y a un changement que les travailleurs peuvent avoir, un espoir de changement, ça viendra d'en bas, ça viendra d'eux-mêmes", dit la porte-parole de LO.

---

## **Journée d'action en demi-teinte dans la Fonction publique. (22.01)**

### **Reuters - 21.01**

Une faible part des cinq millions de fonctionnaires français a fait grève et manifesté jeudi contre les réductions de postes et les restrictions budgétaires prévues par le gouvernement.

Au total, 12,2% des agents selon le ministère de la Fonction publique, entre 25% et 30% selon la CGT, ont répondu à l'appel de trois syndicats sur huit - la CGT, la FSU et Solidaires -, la CFDT et l'Unsa se joignant à eux dans l'enseignement et l'équipement.

Dans le collimateur des manifestants : les réformes engagées avec la Révision générale des politiques publiques (RGPP) qui prévoit le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Réformes de l'enseignement, conditions de travail et défense du service public étaient également en tête des slogans.

"C'est une mobilisation qui n'est sans doute pas à la hauteur de ce qu'il faudrait mais qui est en hausse. Nous sommes dans une dynamique

positive", a estimé sur France Info Gérard Aschieri, secrétaire général de la Fédération syndicale unitaire (FSU), premier syndicat de la fonction publique d'Etat.

La FSU appelle à une manifestation nationale pour l'éducation le samedi 30 janvier.

Pour Jean-Marc Canon, secrétaire général de la CGT Fonction publique, "on est dans une mobilisation extrêmement intéressante" compte tenu de la période de l'année et du fait que le mouvement n'était pas unitaire.

"Il y a eu un véritable retentissement dans les personnels de la Fonction publique et chez les citoyens qui, pour une large part, partagent nos préoccupations", a-t-il dit à Reuters, réclamant l'ouverture de "négociations sans tabou ni a priori".

Cette grève "est une étape" et "d'autres rendez-vous seront nécessaires", souligne dans un communiqué l'Unsa Education.

Une centaine de manifestations ont eu lieu dans le pays, rassemblant selon la CGT entre 120.000 et 130.000 personnes.

## "LE GOUVERNEMENT LICENCIE"

A Paris, le défilé a réuni 6.600 personnes selon la police, 15.000 selon la CGT, entre République et Richelieu-Drouot.

"Chatel à la poubelle" ont scandé des manifestants à propos du ministre de l'Education nationale, Luc Chatel. Sur l'air des "Cactus", de Jacques Dutronc, d'autres ont chanté : "Les fonctionnaires sont en galère, ils n'ont plus de pouvoir d'achat. Aïe aïe aïe, ouille !"

Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de Gauche, et Benoît Hamon, porte-parole du Parti socialiste, étaient présents, tout comme Nathalie Arthaud, porte-parole de Lutte ouvrière.

"La situation est catastrophique : il y a trois millions de chômeurs, un million vont se retrouver en fin de droits et le gouvernement licencie", s'est indignée cette dernière.

A Bordeaux, 1.500 fonctionnaires selon la police, 5.000 selon la CGT, ont défilé de la place de la République à la préfecture.

En tête de cortège, des dizaines de lycéens des filières scientifiques en blouse blanche protestaient contre une réforme supprimant des heures de travaux pratiques.

Sur les banderoles on pouvait lire : "Défense du statut des fonctionnaires" ou "non à la casse du service public".

A Lyon, les organisateurs ont compté 4.000 personnes, la police 3.000, dans un cortège composé pour moitié environ de professeurs. "Pour la réussite de tous les jeunes", "Non à l'enseignement de l'ignorance", ont-ils lancé.

"La colère gronde dans nos établissements. Le gouvernement supprime des postes et met en place des réformes qui nécessitent davantage de présence dans les collèges et les lycées", a expliqué à Reuters Emmanuel Guicharez, enseignant lyonnais militant à la FSU. "Les enseignants doivent se débrouiller tout seuls et ça ne va pas le faire à la rentrée prochaine".

## ENSEIGNANTS EN GRÈVE

Il y avait environ 2.000 manifestants à Nantes (1.800 selon la police, 3.000 d'après les syndicats enseignants), où des lycéens se sont joints au cortège.

Selon les organisateurs, 10.000 personnes ont défilé à Marseille et un millier à Avignon.

A Nice, deux enseignants grévistes manifestant avec des masques représentant le président Nicolas Sarkozy ont été arrêtés par la police.

L'Unef s'est jointe au mouvement "pour dénoncer les suppressions de postes dans l'Education et la réforme des IUFM (Instituts universitaires de formation des maîtres-NDLR), sachant que beaucoup d'étudiants veulent faire carrière dans l'enseignement", a expliqué Anabelle Janodet, porte-parole du syndicat étudiant.

La mobilisation était minimale à La Poste, où la direction a compté 400 grévistes sur 286.000 agents.

Aucune perturbation n'était à signaler dans les hôpitaux de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, selon la direction.

Environ 15% des enseignants étaient en grève dans l'Education nationale, selon le ministère, qui a comptabilisé 17,69% d'enseignants grévistes dans le premier degré, et 13,78% dans le second degré.

Selon le SNUipp-FSU, premier syndicat du premier degré, un enseignant des écoles maternelles et primaires sur trois était en grève. Le Snes-FSU a parlé de "forte mobilisation" dans les collèges et lycées, avec "plus de 40% des personnels" en grève.

Est prévue cette année la suppression de 33.749 postes équivalents temps plein de fonctionnaires. L'Education nationale, premier employeur de la fonction publique d'Etat, devrait enregistrer à elle seule quelque 16.000 suppressions de postes (pour plus de détails )

## **Le consensus UMP-PS contre nos retraites. Deuxième partie. (22.01)**

### **Reuters - 21.01**

Lors de ses vœux aux partenaires sociaux et au monde associatif, Xavier Darcosa souligné : "Nous savons très bien que le système ne pourra pas être pérennisé s'il n'évolue pas, ce n'est pas la peine de faire comme si nous l'ignorions".

Il a émis l'espoir que les attitudes d'opposition "stérile" finissent par céder la place à une "volonté d'ouverture, de dialogue, de responsabilité".

"Les lignes bougent, les responsables politiques évoluent partout", a-t-il estimé. "Inutile de vous dire que le ministre en charge du sujet que je suis en est particulièrement heureux."

Du côté du PS.

- Claude Bartolone et Bruno Le Roux ont emboîté le pas à Aubry.
- Manuel Valls s'est dit en faveur d'un "pacte national" entre majorité et opposition.
- Arnaud Montebourg pour un "compromis national".
- Lionel Jospin a admis la nécessité d'"efforts".

"A partir du moment où on a un déficit démographique, il est clair qu'on est obligé d'une façon ou d'une autre, en jouant sur la durée de la cotisation, en jouant sur le montant des pensions, en jouant sur l'âge de départ à la retraite, d'assumer cette évolution", a-t-il dit mercredi à des journalistes.

Xavier Darcos, qui a souhaité un "diagnostic partagé", a assuré que tout serait sur la table et que l'ensemble des pistes seraient ouvertes.

D'autres voies sont possibles, a-t-il souligné, et "rien" n'est interdit. Le Conseil d'orientation des retraites (COR) travaille ainsi sur l'idée d'un système à points ou de "comptes notionnels", a rappelé le ministre.

Il a estimé que le débat devait répondre à une triple exigence de vérité, de responsabilité et d'équité.

"Les efforts qui sont demandés aux Français doivent être également répartis", a-t-il dit. "Certes, il y a des différences de situations individuelles en fonction des facteurs de pénibilité, par exemple, mais tout le monde devra participer." (Reuters 21.01)

### **Commentaire.**

Equité, responsabilité ? Entre un ouvrier au Smic qui a obtenu généreusement une augmentation de 5 centimes d'euros de l'heure et des patrons qui perçoivent des rémunérations en millions d'euros ?

"Les lignes bougent" dans le cadre du régime capitalisme en décomposition, ce qui signifie qu'elles "bougent" forcément dans la mauvaise direction, en contradiction avec les intérêts des travailleurs.

C'est bien la ligne d'horizon indépassable du capitalisme qu'il faut briser pour entrevoir un changement radical de politique tourné vers la satisfaction de nos besoins, qui ne pourra se traduire que par la liquidation des institutions de la Ve République et des fondements du capitalisme.

Voilà donc le cadre insupportable des discussions qu'ont accepté les bureaucrates des syndicats ! Partant de là, ils savent pertinemment à

quoi s'attendre, disons les choses telles qu'elles sont, ils sont complices du gouvernement, alors qu'on ne vienne surtout pas nous expliquer qu'ils seraient tombés dans un "piège, il faut être à son tour leur complice pour tenir un tel discours.

A bas la collaboration de classe, pas touche à nos retraites !

Au fait, on attend toujours qu'une initiative nationale et unitaire soit proposée aux militants et aux travailleurs par un ou des partis se réclamant de la classe ouvrière, par un ou des regroupements de militants syndicaux, pour défendre notre système de retraite. Qu'attendent-ils ? Le 15 février ? Qu'il soit trop tard ? N'est-ce pas la question du jour qui est posée à l'ensemble du mouvement ouvrier ?

## **Haro sur nos retraites : Proglia va empocher 13,1 millions d'euros ! (23.01)**

### **Reuters - 19.01**

Le Parisien a écrit vendredi que le nouveau président d'EDF d'Henri Proglia percevra une retraite supplémentaire de chez Veolia dont le montant a été provisionné à hauteur de 13,1 millions d'euros en 2008.

Il a osé la justifier ainsi jeudi sur France Info : "Ça s'appelle une retraite complémentaire, j'y ai de toute façon droit puisque j'ai des annuités et donc, aujourd'hui, il n'y a pas de sujet à cet égard."

Mieux encore, on a appris qu'au 31 décembre 2008, Veolia Environnement avait provisionné 30,2 millions d'euros dans ses comptes "pour l'ensemble des membres du comité exécutif bénéficiaires" d'une retraite chapeau. (Lepoint.fr et Reuters 22.01)

Commentaire.

Suite à un article du 21 janvier paru sur le site Rue89 intitulé Les dix qui ont voulu (en vain) le double salaire de Proglia, un internaute a fait le commentaire suivant :

"Le capitalisme Français à ceci de particulier, c'est qu'il est consanguin.

Les dirigeants des principales entreprises du CAC 40 sont tous issus des mêmes grandes écoles (HEC, Polytechnique, Central, École des Mines, ...) puis l'ENA. Il ont pratiquement tous été à un moment de leur vie professionnelle attaché à un cabinet ministériel. Sorte de nomenklatura à la Française, ils se retrouve un jour ou l'autre mis à la tête d'une très grosse entreprise et atteignent ainsi le Graal.

Cette élite, autorégulatrice quant à ses salaires, primes, golden parachutes et autres bonus n'a de comptes à rendre qu'à elle même. Ils se cooptent dans leurs conseils d'administration respectifs. Un jour administrateur d'une société, le lendemain PDG de leur entreprise, ils ne vont pas se sanctionner les uns les autres, par contre une petite augmentation de temps en temps entretient l'amitié.

Cela fait des lustres que ces procédés de voyous sont dénoncés par le Canard Enchaîné et qu'un sérieux coup de balai devrait être fait, mais la volonté obsessionnelle de réformes de notre "bon Président" n'est pas encore arrivé dans ces hautes sphères."

De son côté, dans le n°81 d'Informations ouvrières, page 11, le POI s'émeut du sort des grandes écoles en ces termes : "Depuis le début janvier, une offensive a été lancée contre les grandes écoles, sous le prétexte du nombre insuffisant de boursiers qui y accéderaient.". Personnellement, je considère qu'il y a d'autres questions plus importantes ou prioritaires, non, je parle pour la classe ouvrière ? Et n'allez pas croire que les grandes écoles et les universités se serait la même chose, l'auteur de cet article précise : " Mais, à la différence des universités".

Il faut croire que les lecteurs de ce journal et les adhérents du POI doivent être particulièrement sensibles au sort de ces grandes écoles et que chaque ouvrier doit rêver de voir ses enfants finir à l'ENA ! Le mythe du diplômé des grandes écoles qui devient un grand révolutionnaire à la peau dure, l'expérience de Jospin ne leur a pas suffi. Cela doit correspondre au nouveau contenu de ce journal destiné évidemment à la classe ouvrière.

Le 20 janvier. Le nouveau P-DG d'EDF, Henri Proglia a obtenu un salaire annuel de deux millions d'euros.

Le nouveau P-DG d'EDF, Henri Proglia a obtenu de conserver une rémunération de 450.000 euros annuels à son ancienne entreprise Veolia Environnement, dont il a conservé la direction du conseil d'administration, selon le Point.fr.

La décision a été prise juste avant Noël par les administrateurs de Veolia, écrit le site. Comme il a aussi obtenu une augmentation de 45% de sa rémunération au titre d'EDF, le dirigeant obtient donc globalement ce qu'il demandait, deux millions d'euros annuels.



Cette affaire de rémunération avait accompagné les critiques suscitées par le cumul des mandats de dirigeant des deux entreprises, lorsqu'Henri Proglio a été porté à la tête d'EDF en fin d'année dernière avec le soutien de l'Elysée.

Le 5 novembre dernier, la ministre de l'Economie Christine Lagarde avait déclaré aux sénateurs qu'il ne cumulerait pas les rémunérations.

Deux membres du gouvernement, le secrétaire d'Etat à la Justice Jean-Marie Bockel et le haut commissaire aux Solidarités actives Martin Hirsch ont déjà critiqué le salaire d'Henri Proglio . (Reuters 19.01)

Commentaire.

Qui a dit qu'il était irresponsable ou gauchiste d'exiger une augmentation de salaire de 30 à 50%, le Smic et le minimum retraite à 1.600 euros net par mois ?

Complément du 22.

Finalement il aurait renoncé aux 450.000 euros annuels de Veolia Environnement, il lui resterait seulement un revenu d'1,6 million d'euros ! On se demande comment il va s'en sortir le malheureux !

---

## **Retraites : pas d'embellie automatique avec une réforme systémique. (26.01)**

**Reuters - 25.01**

La transformation du système français de retraites en système à points ou à comptes notionnels ne permettrait pas seule d'assurer sa pérennité, selon un rapport du Conseil d'orientation des retraites (Cor).

Les conclusions de cette étude, qui sera examinée mercredi par le Cor, interviennent alors que s'amorce le débat sur la réforme que le gouvernement veut mener cette année.

L'objectif est de pérenniser un système fragilisé par l'allongement de la durée de la vie et l'arrivée des "baby boomers" à la retraite, et dont le déficit s'accroît avec le rebond du chômage lié à la crise économique.

Le rapport, dont Reuters a obtenu la version préliminaire, conclut à la possibilité de passer d'un système par annuités à un système à points, comme celui des retraites complémentaires, ou à comptes notionnels, comme l'ont fait certains pays.

Le système de comptes notionnels permet de lier le montant des pensions à des paramètres comme l'espérance de vie, le capital étant accumulé par les cotisants tout au long de la vie professionnelle et liquidé lors du départ à la retraite.

"Un tel changement est techniquement possible", lit-on dans le rapport. "Il soulèverait cependant des problèmes de gestion évidents et nécessiterait en conséquence d'être soigneusement préparé, ce qui implique à la fois des délais pour l'élaboration puis pour la mise en application d'une telle réforme."

Cependant, souligne le texte, "aucune technique ne permet en elle-même d'assurer le retour à l'équilibre financier d'un régime de retraite déséquilibré" comme l'est celui de la France.

Le déficit du régime général des retraites est ainsi attendu à 10,7 milliards d'euros cette année et 14,5 milliards en 2013, selon la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2010.

**TRAVAILLER PLUS LONGTEMPS ?**

"Le retour à l'équilibre repose dans tous les cas sur trois leviers : le niveau des ressources, le niveau des pensions et l'âge moyen effectif de départ à la retraite", poursuit le rapport.

Ces trois leviers sont régulièrement cités par le gouvernement, qui semble néanmoins vouloir surtout jouer sur l'allongement effectif de la durée de cotisation.

Xavier Darcos, chargé par Nicolas Sarkozy de préparer la réforme, a ainsi assuré jeudi que serait examiné "l'ensemble des pistes, qu'il s'agisse de l'âge de la retraite, de la durée de cotisation, de la pénibilité", sans évoquer le montant des cotisations ni celui des retraites.

Le ministre du Travail avait auparavant jugé qu'une baisse des pensions serait "inacceptable" et souligné que la France avait "déjà le niveau

de cotisation le plus élevé d'Europe".

Le secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant, a lui aussi laissé entendre que cette piste était privilégiée, le Premier ministre François Fillon expliquant pour sa part que "personne ne doit s'attendre à des décisions faciles".

Quant à un éventuel changement "systémique" vers un système à points ou à comptes notionnels, "c'est difficile de changer le système complètement", avait dit Claude Guéant le 17 janvier.

Parmi les syndicats, seule la CFDT a vraiment mis en avant l'idée d'un changement de système, à condition que tous les autres paramètres soient étudiés.

Tous refusent en revanche que l'allongement de la durée de cotisation effective éclipse les questions de financements.

## RECETTES ET EMPLOI DES SENIORS

La CGT demande un élargissement de l'assiette de cotisation "à tous les revenus du travail, aux revenus financiers des entreprises, ainsi qu'une modulation de l'assiette de cotisation en fonction notamment du ratio valeur ajoutée/masse salariale.

La CFTC demande spécifiquement l'élargissement de l'assiette de la Contribution sociale généralisée (CSG) aux revenus qui n'y sont pas soumis.

Le premier secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry, qui a surpris en annonçant pouvoir accepter un relèvement sous conditions de l'âge légal de la retraite de 60 ans à 61 ou 62, a elle aussi demandé que les cotisations portent désormais sur "l'ensemble des revenus de la valeur ajoutée".

Gouvernement, opposition et syndicats s'accordent en revanche sur la nécessité d'augmenter le taux d'emploi des salariés âgés, dont le faible niveau pèse sur les comptes.

Le rapport du Cor souligne que "les difficultés financières du système de retraite renvoient en particulier à la faiblesse des taux d'emploi en France, en particulier pour les seniors".

En 2008, le taux d'emploi des 55-64 ans était ainsi de 38,2% en France contre environ 45% en moyenne dans l'Union européenne. L'écart est en particulier sensible pour les 60-64 ans avec un taux de 16,3% en France contre 30,1% en moyenne en Europe.

Commentaire.

Quelle chance, ici en Inde on crève avant d'avoir atteint l'âge de la retraite qui ne correspond à rien, puisque plus de 90% des travailleurs n'y ont pas le droit ! Par contre, on croise des vieux ou des vieilles squelettiques, courbés, que dis-je, cassés en deux, usés par une vie de dur labeur, et qui continuent parfois de bosser jusqu'à l'épuisement pour simplement survivre ou qui doivent continuer de remplir des tâches ménagères qui vont les achevées, pour mériter leurs maigres pitances et ne pas être rejetés par leurs familles. Un monde impitoyable et insupportable, voilà à quoi aboutit le capitalisme (allié au pire obscurantisme qui soit : la religion).

---

## **Sarkozy promet de préserver les retraites par répartition. (26.01)**

### **AP - 25.01**

Le président de la République Nicolas Sarkozy a assuré lundi que les décisions concernant la réforme des retraites seraient prises "avant la fin de l'année", qu'elles concerneraient "tout le monde", mais ne reviendraient pas sur le "système par répartition" et ne réduiraient pas le "montant des pensions".

"Avant la fin de l'année nous aurons pris les décisions qu'il faut", a-t-il affirmé lors journal de 20h de TF1.

"D'abord, je garantirai la pérennité du régime des retraites", a-t-il assuré. "Deuxièmement, je n'accepterai pas qu'on revienne sur le régime par répartition, je ne remplacerai pas le régime, qui fait la solidarité entre les générations, par un régime où chacun épargnerait de son côté".

"Troisièmement, les décisions que nous aurons à prendre, ce sont des décisions qui concerneront tout le monde", privé et public, régimes généraux et spéciaux, a-t-il ajouté.

Rappelant qu'il recevrait les forces syndicales le 15 février, le chef de l'Etat a souhaité le "consensus le plus large possible" sur la question

des retraites, affirmant qu'il était de son "devoir" de discuter avec la première secrétaire du Parti socialiste Martine Aubry, notant qu'elle "proposait que les Français partent à la retraite à 62 ans".

"J'examinerai toutes les pistes", a assuré Nicolas Sarkozy, en rappelant que l'"allongement de la durée de cotisation est une perspective sur laquelle nous travaillons", tout comme la "question de la pénibilité". "La seule que je ferme tout de suite, c'est celle qui consistera à diminuer le montant des pensions de retraites pour assurer l'équilibre, elles sont trop basses", a-t-il promis.

---

## **Total : bénéfiques en 2009 = 8 milliards d'euros = + de 750 licenciements à Dunkerque. (26.01)**

### **Libération.fr - 25.01**

Le groupe Total va annoncer le 1er février la fermeture de sa raffinerie des Flandres à Mardyck, près de Dunkerque (Nord), affirme le journal La Tribune dans son édition de lundi.

Le pétrolier s'apprête à convertir le site en un dépôt de carburant qui emploierait entre 30 et 50 personnes, selon La Tribune qui cite des «sources concordantes». Environ 370 salariés et 450 sous-traitants travaillent actuellement sur le site.

«Ce que l'on sait, c'est que la raffinerie va très probablement arrêter la partie raffinage et que le site devrait être transformé en lieu de stockage», a indiqué pour sa part à l'AFP Charles Foulard, délégué central CGT du groupe.

«Ce sont plus que des bruits à l'intérieur du groupe. (...). Ce site devrait être transformé en dépôt pétrolier, avec une autre activité en complément. Tout cela devrait être officialisé le jour du CCE», a-t-il ajouté. «Nous considérons que cette fermeture est inacceptable et irresponsable et que le gouvernement doit intervenir.»

Cette annonce interviendrait dix jours avant la publication des bénéfices 2009 de Total, attendus autour de 8 milliards d'euros, relève le quotidien, après 13,9 milliards d'euros en 2008, le plus gros profit jamais enregistré par une entreprise française.

D'une capacité de traitement de 137.000 barils par jour, la raffinerie est «en arrêt conjoncturel» depuis mi-septembre, pour résorber ses excès de stocks dans un contexte de faible demande.

«Conscient du risque politique en pleine campagne électorale des régionales», le patron de Total Christophe de Margerie a «tenté de déminer le terrain» et «rencontré en début de semaine François Fillon pour lui expliquer ses arguments "industriels"», écrit La Tribune.

Les syndicats, qui ont entamé le 12 janvier une grève sur le site, ont appelé à se rassembler le 1er février devant le siège de l'activité raffinage de Total à La Défense (Hauts-de-Seine).

Selon La Tribune, la poursuite de l'activité de la raffinerie exigerait un investissement de 60 à 120 millions d'euros pour la maintenance quinquennale et Total tiendrait à avoir pris sa décision avant mars 2010.

La fermeture de la raffinerie de Dunkerque, l'une des six exploitées par Total en France, serait un nouveau coup dur pour la région, déjà affectée par la fermeture de l'usine d'emballage Rexam de Gravelines et la réduction de l'activité du haut fourneau d'ArcelorMittal à Dunkerque.

Total avait annoncé en mars 2009 une restructuration de ses activités de raffinage et pétrochimie en France, avec à la clé 555 suppressions de postes d'ici 2013.

«On sent bien que l'ensemble des majors pétroliers se désengagent pour ensuite alimenter la France en produits d'importation. C'est extrêmement grave car cela rendrait France complètement dépendante de l'importation», a souligné Charles Foulard.

Commentaire.

La recherche du profit maximum à tout prix est d'autant plus facilitée de nos jours, que le capitalisme s'est développé dans des pays où le coût de la main d'oeuvre est plus bas et les charges réduites au cours des deux dernières décennies. Les multinationales qui disposent d'installations dans de nombreux pays sur tous les continents, n'ont plus aucun intérêt à maintenir des unités de production dans les pays où le capitalisme est le plus développé et où la législation du travail demeure encore trop favorable à la classe ouvrière, la même logique implacable vaut pour l'ensemble de l'industrie en générale.

La même question que celle posée pour la défense de notre système de retraite se pose ici : le droit au travail, de conserver son emploi, est-il oui ou non légitime ou au contraire est-ce la loi du profit qui doit l'emporter ? Est-ce les intérêts de la majorité de la population qui doivent être pris en compte ou au contraire les intérêts d'une poignée d'exploiteurs ? Selon la réponse que l'on choisit, on se place dans le camp du

capitalisme ou dans celui de la classe ouvrière.

On aurait pu poser la question autrement : si le capitalisme est incompatible avec nos acquis ou droits sociaux, avec nos aspirations à une vie meilleure, faut-il en finir avec le capitalisme ou au contraire faut-il accepter de sacrifier l'ensemble de nos revendications ou besoins pour que des patrons puissent continuer de se verser des rémunérations en millions d'euros ?

La question qui est posée à chaque travailleur ou militant est finalement très simple à comprendre : soit on choisit d'unir notre propre sort à celui du capitalisme en décomposition et on devra en supporter toutes les conséquences, autrement dit vivre dans une société et un monde de plus en plus insupportables, soit on refuse la logique destructrice que veulent nous imposer les capitalistes et on se situe résolument sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat en défendant nos propres intérêts.

---

## **Thibault s'en remet à la "méthode" de Sarkozy... pour liquider notre système de retraite ! (26.01)**

**Libération.fr et AFP - 25.01**

Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault appelle à la "mobilisation" dans "l'unité syndicale" pour "éviter une décision brutale du gouvernement" remettant en cause la retraite à 60 ans, dit-il dans un entretien au Parisien/Aujourd'hui en France de lundi.

Après la faible mobilisation de la grève de jeudi dans la fonction publique, le leader de la CGT souhaite "de nouvelles initiatives qui en appellent à la mobilisation des salariés afin d'exercer une pression plus forte" sur les dossiers des retraites, de l'emploi et du pouvoir d'achat.

Sur les retraites, "on doit déjà tirer la sonnette d'alarme afin d'éviter une décision brutale du gouvernement", insiste Bernard Thibault selon lequel "l'avenir des retraites d'un pays ne se règle pas avec un lance-pierres en quelques semaines".

"Le chômage progresse pour les jeunes et pour les plus anciens dont certains vont être condamnés aux minima sociaux avant de pouvoir atteindre l'âge de la retraite. Comment justifier auprès d'eux qu'ils devraient à l'avenir cotiser plus longtemps", demande M. Thibault qui s'engage à "défendre ardemment le droit au départ à 60 ans".

Il appelle le chef de l'Etat Nicolas Sarkozy à "infléchir sa politique trop à l'écoute des employeurs" et à établir "clairement la méthode et le calendrier pour ce rendez-vous retraite" annoncé par le gouvernement.

Commentaire.

1- Quand il appelle à "l'unité syndicale" pour "éviter une décision brutale du gouvernement", traduisez, l'unité des appareils syndicaux inféodés au capitalisme est nécessaire ou préférable afin que la décision du gouvernement passe tranquillement, en douceur, une fois que le terrain aura été préparé ou déminé au fil des mois sur le plan psychologique par le gouvernement, les médias et tous les lieutenants du capitalisme au sein du mouvement ouvrier dont Thibault fait partie.

2- La perspective d'une grève générale pour empêcher Sarkozy de liquider le système de retraite par répartition n'est pas à l'ordre du jour, il vaut mieux lui substituer des journées d'action qui permettront au gouvernement de faire passer son projet réactionnaire, d'où l'appelle à de "de nouvelles initiatives " sans lendemain.

3- Pour Thibault, il s'agit uniquement "d'exercer une pression plus forte" sur Sarkozy, de l'obliger à "infléchir sa politique" mais en aucun cas de lui infliger une défaite.

4- Pour bien indiqué jusqu'où il était prêt à aller dans la prise en charge de la politique réactionnaire de Sarkozy et la remise en cause de l'indépendance de la CGT, Thibault a précisé qu'il s'en remettait à Sarkozy quant à la "méthode qu'ils appliqueront ensemble pour parvenir à la liquidation du système de retraite par répartition voulu par les capitalistes.

Dire que Thibault a déjà capitulé ou qu'il se situe dans le camp de Sarkozy ne servirait pas à grand chose, la véritable question est de savoir si c'est le capitalisme et ses représentants qui doivent continuer de décider de notre destin et de celui de l'ensemble de la société ou au contraire si c'est à nous le prolétariat de prendre les choses en mains.

Le droit à la retraite, à la santé, au logement, au travail, etc. est-il oui ou non légitime et doit-il l'emporter sur la loi du profit ou au contraire doit-il être bradé au nom du profit qui ne profite qu'à une infime minorité ? Dans le premier cas on se situe sur le terrain des intérêts de classe du prolétariat, dans le second sur le terrain des intérêts de classe des capitalistes. En choisissant quels intérêts on défend on choisit son camp. Voilà ce qu'il faut expliquer aux travailleurs et aux militants.

---

## **Olivier Besancenot : "L'argent de nos impôts ne finance pas les services publics, mais quelques banques". (26.01)**

## LeMonde.fr - 25.01

**Marouane** : Pourrais-tu entrer dans un gouvernement de gauche, pour peser sur une hausse des salaires, des allocations sociales et des retraites ?

**Olivier Besancenot** : Dans un gouvernement anticapitaliste qui prendrait de telles mesures, plus d'autres encore, comme l'interdiction des licenciements, ou qui se battrait pour une réelle répartition égalitaire des richesses, sans problème. Evidemment même. Un tel gouvernement impliquerait de grandes mobilisations sociales pour que le pouvoir lui-même soit partagé. Un tel gouvernement, enfin, est évidemment contradictoire avec le programme du Parti socialiste et de ceux qui proposent d'accompagner les dégâts du capitalisme.

**Pedro** : Comment la France peut-elle être une puissance mondiale sans le capitalisme ?

**Olivier Besancenot** : Etre anticapitaliste, c'est être internationaliste. Des mesures anticapitalistes qui seraient prises ici n'enverraient pas la France sur la Lune et ne couperaient pas notre population des autres peuples du monde. D'ailleurs, la plupart des mesures que nous préconisons, nous les proposons aussi à l'échelle européenne : un salaire minimum européen basé sur les revenus nationaux les plus élevés, une loi européenne d'interdiction des licenciements, ou des services publics européens. D'ailleurs, dans l'histoire, quand notre pays connaît de grandes ébullitions sociales, en général, d'autres pays, au-delà de nos frontières, connaissent les mêmes secousses.

**Pierre** : Quelles sont les mesures que vous préconisez pour réduire les déficits publics ?

**Olivier Besancenot** : D'abord, d'arrêter de distribuer des aides publiques à des groupes riches qui n'en ont pas besoin. Les dizaines de milliards distribués par l'Etat ont servi à certains pour spéculer de nouveau, comme avant la crise. Nous proposons, de plus, de nouvelles recettes en taxant les profits, en taxant les plus riches qui continuent à s'enrichir dans la crise. Aujourd'hui, ceux que le gouvernement taxe toujours moins sont également ceux à qui le gouvernement donne toujours plus d'aides publiques. Et ceux-là mêmes se trouvent en position de force pour finalement spéculer sur la dette de l'Etat à hauteur chaque année d'environ 50 milliards d'euros. Tous ceux-là et celles-là ne constituent qu'une infime minorité de la population.

**Philou** : Dans un récent entretien, la secrétaire nationale des Verts a qualifié votre comportement politique de "bête", en n'étant jamais disponible pour assumer des responsabilités et changer concrètement la vie des gens, vous contentant d'une posture de donneur de leçons. Que répondez-vous ?

**Olivier Besancenot** : En guise de donneur de leçons, ce n'est pas mal comme commentaire. De mon côté, je préfère continuer à respecter les positions que je ne partage pas. Le débat avec Europe Ecologie est un débat politique. Pour notre part, l'écologie est aussi un combat social. Par exemple, plutôt que de parler d'écotaxe, et culpabiliser la population quand on parle d'écologie, nous avançons la proposition d'écogratitude. Très concrètement, cela pourrait passer par la gratuité des transports collectifs pour tous, une telle mesure dans toute la France représenterait un coût de 2 milliards à 2,5 milliards d'euros. Comparé aux bénéfices, ne serait-ce que celui de Total prévu cette année à 8 ou 9 milliards, qui se permet par ailleurs de licencier, ce n'est finalement pas grand-chose.

**Pierre** : Il faut donc nationaliser Total ?

**Olivier Besancenot** : Il faut en effet réquisitionner tous les groupes énergétiques (Total, EDF, Suez, Areva, etc.) dans un seul et même service public de l'énergie. Ce service public devrait avoir le monopole de la distribution. Ce serait bon pour l'emploi, ce serait bon pour les usagers, qui peuvent d'ores et déjà constater que l'ouverture à la concurrence se traduit par une augmentation des tarifs, contrairement à ce que nous annoncent à chaque fois les vendeurs des mérites du libéralisme. Enfin, ce serait bon pour l'environnement, car ce serait l'occasion d'investir collectivement pour la sobriété énergétique et la sortie du nucléaire.

**Stone 43** : Tant que le PCF aura encore un souffle de vie, l'unité de la gauche de la gauche sera-t-elle possible ?

**Olivier Besancenot** : Je ne milite pas pour la mort du Parti communiste. Nous croisons les militants communistes régulièrement dans les mobilisations, et depuis longtemps. Le débat pour fédérer la gauche radicale, entre le NPA et le PCF notamment, porte sur la question des alliances avec le PS. Le Parti communiste s'apprête de nouveau à participer aux majorités de régions avec les socialistes. Or, pour nous, le bilan de ces régions n'est pas satisfaisant. Vingt régions sur vingt-deux gagnées par la gauche il y a six ans, et finalement, ce contre-pouvoir potentiel au sarkozysme n'a pas porté ses fruits. Par ailleurs, comment cogérer avec le Parti socialiste, qui s'apprête, lui, à cogérer une défaite sociale majeure avec le gouvernement sur l'épineux dossier des retraites ?

Dire qu'il faudra de toute façon travailler jusqu'à 61 ou 62 ans, cela revient à envoyer un accusé de réception à l'Elysée en lui disant : "vas-y, fonce !"

**Alain** : Ne craignez-vous pas de voir ces sociétés déménager à l'étranger si elles se sentent trop sous pression en France ?

**Olivier Besancenot** : Le discours de la pression fiscale sur les entreprises qui ferait fuir les plus riches est un discours que j'entends depuis tout petit. Et c'est au nom de cela que les gouvernements successifs ont nivelé vers le bas l'ensemble des législations sociales. L'impôt sur les bénéfices des sociétés est ainsi passé de 55 à 33 %, sans parler de toutes les dérogations. Je suis pour la redistribution des richesses. Si quelques-uns se trouvent effrayés par de telles mesures et décident de rejoindre à toute bourse la Suisse, eh bien qu'ils le fassent. Je suis de toute façon favorable à la liberté de circulation. Mais malgré tout, les vraies richesses resteraient ici, car les richesses, ce n'est pas que le portefeuille de quelques actionnaires, c'est d'abord les entreprises, les machines, le savoir-faire. Et tout cela pourra être contrôlé par la majorité de la population.

**Christel** : Selon vous, les patrons devraient-ils être remplacés par des ouvriers actionnaires de leur propre entreprise ?

**Olivier Besancenot** : L'actionnariat salarial est une impasse. Souvenons-nous seulement de France Télécom, où les agents ont pleuré deux fois : une première fois comme salariés, qui allaient subir les conséquences sociales de la privatisation sur leurs conditions de travail ; et une deuxième fois comme actionnaires, puisque la plupart ont tout perdu. Quand j'entends le gouvernement vanter le mérite d'une privatisation en proposant à la population de devenir propriétaire d'un service public en achetant une action, j'aurais presque envie d'en rire si le sujet n'était pas si grave. Je rappelle que lorsqu'un service est public, il est la propriété de tous, puisque c'est nous qui le finançons avec l'argent de nos impôts. Sauf qu'aujourd'hui, l'argent de nos impôts ne finance pas les services publics, mais quelques banques qui ont bien vite repris les mauvais travers.

**Florian** : Que pensez-vous de la polémique Proglio ?

**Olivier Besancenot** : Que cette affaire est révoltante et en même temps symptomatique. Révoltante parce que ne serait-ce que 40 % d'augmentation de rémunération par rapport à l'ancien directeur, cela prouve que dans les hautes sphères ils vivent dans un monde à part. Les salariés de Sanofi qui ont fait grève pour obtenir une augmentation de 150 euros sans succès doivent apprécier ce montant d'augmentation. Symptomatique aussi, car c'est simplement l'arbre qui cache la forêt. La question posée est le mode d'attribution de ces rémunérations. Les grands patrons tournent au sein des différents conseils d'administration, à coups de jetons de présence qui valent en général un smic, uniquement pour siéger et fixer la rémunération de leurs autres petits copains. La question posée est donc celle du contrôle des salariés eux-mêmes sur ces rémunérations. Sans cette avancée démocratique, il n'y aura pas de répartition de richesses, il n'y aura pas la fin de ces écarts insupportables.

**MrTim** : Ne pensez-vous pas qu'en refusant de gouverner avec les partis de gauche, vous refusez aussi d'agir vraiment et vous condamnez à rester éternellement dans l'opposition ?

**Olivier Besancenot** : Je crois au contraire que l'indépendance farouche vis-à-vis des partis institutionnels qui s'appêtent à créer ensemble un centre gauche en France est la meilleure garantie pour peser sur les décisions politiques. C'est la garantie de garder sa liberté de parole, de proposition et d'action, dans l'activité politique et sociale quotidienne, et dans les institutions quand on y est élu. C'est la possibilité d'avoir, par exemple dans les régions, des conseillers régionaux qui, sans être dans les exécutifs, sont autant de délégués du personnel qui appuieront les mesures qui vont dans le bon sens, mais resteront suffisamment libres de ne pas voter des mesures contradictoires avec notre programme, comme les subventions données au patronat ou celles qui vont vers les lycées privés.

Certains ont tenté pendant vingt ans de peser de l'intérieur. Ils n'y sont pas arrivés, ont cautionné des politiques désastreuses au moment de la gauche plurielle. Et la seule différence aujourd'hui par rapport à il y a vingt ans, c'est qu'il faudra compter pour cela dorénavant avec Bayrou et Cohn-Bendit dans les bagages.

**Pierre** : Vous parlez de politique désastreuse au moment de la gauche plurielle, mais les 35 heures et l'âge du départ à la retraite, que vous défendez ardemment, ne viennent-ils pas de lois socialistes ?

**Olivier Besancenot** : Les 35 heures auraient pu être une grande avancée sociale. Malheureusement, la loi Aubry a voulu faire avec le patronat donnant-donnant. D'un côté, on baisse le temps de travail, et de l'autre, on livre au patronat un cadeau alors inespéré, celui de l'annualisation et de la flexibilité du temps de travail. Résultat des courses à l'époque : de nombreuses grèves contre l'application de cette loi, que ce soit dans l'automobile ou à La Poste, que je connais bien. Au final, la droite arrivera quelques années plus tard, face à cette loi devenue impopulaire, pour revenir sur les 35 heures, non pas pour annuler l'annualisation ou la flexibilité, mais bien pour nous faire bosser 39 heures, voire plus. Je ne dis pas qu'il n'y a pas des mesures positives qui ont pu être prises par des gouvernements de gauche : le pacs, le congé paternité, etc. Mais quand je fais la balance entre le pour et le contre, il n'y a malheureusement pas photo. La gauche plurielle restera ce gouvernement qui a privatisé plus que deux gouvernements de droite réunis. Quant aux grandes conquêtes sociales, je crois qu'on les doit plutôt aux luttes de nos anciens.

**Jean Lauvergnat** : Pensez-vous, comme Vincent Peillon, que France Télévisions est aux ordres de l'Élysée ?

**Olivier Besancenot** : Je crois que les différentes réformes gouvernementales vont dans le sens de remettre en cause, en effet, l'indépendance des médias. Ces différentes mesures ont suscité de l'émoi dans la population comme chez les journalistes. Je ne suis pas pour autant un adepte des théories du complot. Je ne crois pas que le président de la République ait besoin de décrocher son téléphone pour donner la juste ligne. La pensée dominante est malheureusement véhiculée sans qu'il y ait besoin de telles injonctions.

**Lucile** : Pensez-vous que les centrales syndicales font le jeu des contre-réformes du gouvernement en n'appelant pas à la grève générale ?

**Olivier Besancenot** : Le NPA a toujours milité pour la convergence des luttes, et donc la généralisation des grèves. Quand les anticapitalistes revendiquent cette solution, certains ont peur, y voient déjà le fantôme du grand soir. Alors qu'au fond, ce qui nous guide, c'est un souci d'efficacité pour faire en sorte que toutes les luttes partielles qui existent gagnent enfin. Et c'est en effet une lapalissade que de dire qu'ensemble on peut déplacer des montages, et qu'isolément, on se retrouve souvent dans un tête-à-tête néfaste avec le patronat ou avec le gouvernement.

Je continue donc à penser qu'en janvier 2009 une séquence sociale ascendante s'était ouverte, faite de grandes manifestations et d'une volonté collective de se retrouver. Malheureusement, la stratégie des principales directions syndicales, qui nous ont emmenés de manifestation en manifestation tous les deux mois, n'a pas abouti à cette convergence. Elle a participé à sa manière à ce que le gouvernement reprenne la main, socialement puis politiquement, au mois de juin dernier.

**Florian** : Comment expliquez-vous la baisse d'ampleur des mouvements sociaux ces six derniers mois ?

**Olivier Besancenot** : Les mobilisations sociales connaissent en effet depuis plusieurs mois un reflux. La combativité d'une partie des travailleurs et de la jeunesse a été atteinte puisque les luttes précédentes n'ont pas pu ou n'ont pas su aboutir à des victoires ressenties comme telles. Et c'est bien de victoires nouvelles dont nous avons besoin, comme nous en avons pu connaître sous Villepin au moment du contrat de première embauche où, je le rappelle, la mesure avait été votée par le Parlement, mais avait été défaite par la rue. Cela étant, même dans une période de reflux, les mobilisations continuent, locales, partielles, mais souvent radicales et unitaires, que ce soit pour l'emploi, les salaires ou la défense des services publics. Avec des hauts et avec des bas. Ce mouvement permanent est là pour rappeler à tous que, dans ce pays, il est difficile de faire sans prendre en compte la voix populaire.

**Fontaine** : Que pensez-vous du port du voile intégral dans notre société ?

**Olivier Besancenot** : Je suis évidemment conscient de ce que représente la burqa du point de vue du droit des femmes et de la laïcité. En tant qu'internationaliste, je connais aussi tous les dégâts liés aux intégrismes religieux. Pourtant, et sans équivoque, je suis contre tout projet de loi sur le port de la burqa, qui sera inefficace, qui sera un leurre, et qui servira de toute façon à stigmatiser non pas les intégrismes religieux, mais un peu plus encore la communauté musulmane. Le gouvernement, pensant récupérer les voix de l'extrême droite, orchestre une campagne raciste, xénophobe et islamophobe qui devient insupportable. La burqa, les youyous dans les salles de mariage, les dérapages verbaux de plusieurs ministres ou responsables politiques sont là pour attester que ce qui doit faire office de nouveau bouc émissaire, c'est spécifiquement aujourd'hui le musulman.

Ce discours entraîne la peur, et la peur, comme chacun sait, est mauvaise conseillère.

**Cromwell** : Si on suit votre raisonnement, il ne faut rien faire sur la burqa ?

**Olivier Besancenot** : Je crois aux solutions envisagées par la discussion démocratique et la conviction. Et j'affirme qu'une loi sur la burqa ne sera d'aucune manière un rempart contre l'intégrisme religieux, mais lui ouvrira au contraire un grand boulevard. Car cette loi, qui n'aura aucune espèce d'incidence, n'aura comme seule conséquence que de permettre à certains intégristes de se présenter en victimes et en martyrs. Par ailleurs, je crois sincèrement que tout ce débat, comme celui sur l'identité nationale, est un leurre, puisque quand on parle de cela du matin jusqu'au soir, même dans un chat, pendant ce temps-là, on ne parle pas d'autres choses, qui sont pourtant des sujets de préoccupation majeurs : nos emplois, nos salaires, la santé, le logement, etc.

**François** : Quel est votre avis concernant la politique de M. Woerth sur les 3 000 évadés fiscaux ?

**Olivier Besancenot** : Je crois que les évadés fiscaux n'ont pas grand-chose à craindre de la politique du gouvernement actuel. On a envisagé pour eux des cellules pour trouver des compromis, on est souvent prêts à leur dérouler un tapis rouge. On note, au-delà des effets de communication, à quel point le gouvernement traite les évadés fiscaux avec une certaine attention, pendant qu'il traite l'ensemble du monde du travail à grands coups de bras d'honneur.

**Christophe** : Le NPA sera-t-il ou pourra-t-il être un jour autre chose que "le parti d'Olivier Besancenot" ? Quels sont les autres porte-parole du NPA ?

**Olivier Besancenot** : Il y a dans cette campagne régionale un porte-parole national de la campagne, Pierre-François Grond, qui assumera la représentation militante publique et médiatique pour soutenir nos différentes listes dans les régions. Pour ma part, je me concentre donc sur la candidature de l'Île-de-France, où je suis tête de liste.

**Poulman** : La défense des travailleurs n'implique-t-elle pas de compromettre ses idéaux, et de participer à un gouvernement ?

**Olivier Besancenot** : Défendre les travailleurs, c'est défendre les mesures qui sont favorables aux travailleurs. Et sûrement pas de

cautionner des gouvernements élus par ces travailleurs et qui, finalement, se retournent contre eux une fois élus. Je suis favorable à l'unité de toute la gauche dans les résistances et les luttes face à la droite. Je revendique mon indépendance quand il s'agit de proposer un programme. Nous sommes prêts à faire des compromis, c'est-à-dire aboutir à un accord où chacun fait quelques concessions entre forces de la gauche qui veut toujours changer le monde. Mais je suis contre la compromission et la gauche, ces vingt-cinq dernières années, a beaucoup payé à cause des désillusions qu'elle a suscitées une fois qu'elle arrivait au pouvoir. Notre degré d'exigence, au NPA, est pour moi une marque de fabrique.

---

## **L'émission de télé-réalité qui n'a pas servi Nicolas Sarkozy. (27.01)**

### **LePost - 26.01**

Souvenez-vous de la performance de Nicolas Sarkozy en 2003 dans "100 minutes pour convaincre", l'émission de politique française diffusée sur France 2 animée par Olivier Mazerolle et Alain Duhamel.

Déjà à l'époque, les journalistes prenaient beaucoup de retard... Mais on y voyait un Nicolas Sarkozy dans son élément, plus dynamique et plus convaincant.

Hier soir, l'émission de télé-réalité proposée par TF1 n'a pas servi le chef de l'Etat pour plusieurs raisons :

- Un format trop lisse : Nicolas Sarkozy est plus à l'aise dans la confrontation et les échanges "musclés". L'émission n'a jamais trouvé son rythme. A la moindre petite contestation, Jean-Pierre Pernaut reprenait la main ou changeait de sujet. Conséquence : le sentiment d'une "rencontre béni-oui-oui".
- Une pseudo-improvisation : Nicolas Sarkozy a eu quelques difficultés à se positionner dans cette configuration qui ne laissait aucune place à l'improvisation. Il a perdu en spontanéité. Par moment le Président demandait des précisions à ses interlocuteurs, puis s'exprimait, chiffres à l'appui, comme si les questions étaient convenues d'avance et préparées. Certes, elles l'étaient, mais le format de l'émission promettait une rencontre plus interactive et plus naturelle.
- Un panel caricatural : Du syndicaliste (boucle d'oreille et blouson, ton vindicatif un peu brut de décoffrage) à la ménagère de moins de 50 ans sur la consommation, en passant par le chef d'entreprise cravaté ou le jeune banlieusard de couleur... Le panel était tellement caricatural que l'échange proposé perdait toute crédibilité.
- L'effet zapping : Un français, puis un autre, un sujet et on passe... D'un côté, on ressentait un profond ennui en regardant ce show plat digne d'un "combien ça coûte", de l'autre on avait cette impression désagréable d'un zapping permanent à l'image de l'interview de Laurence Ferrari. D'ailleurs, Nicolas Sarkozy en dit long sur ce format d'émission en insistant sur le fait qu'il était important pour les français de le voir discuter avec un jeune de couleur issu des quartiers difficiles...
- La thérapie de groupe : Cette émission ressemblait donc plus à un groupe de parole qu'à un débat politique. Chacun venait avec ses petits maux ou ses grandes souffrances, et deux thérapeutes (Pernaut et Sarkozy) trouvaient en quelques secondes les remèdes à leurs problèmes.

"Viens voir, viens voir le Docteur, non n'aies pas peur..."

Mais, à trop vouloir contrôler, formater, le chef de l'Etat n'a pas pu exprimer son réel talent médiatique. Cette télé-réalité n'a pas valorisé Nicolas Sarkozy.

---

## **Cohn-Bendit propose un marché au PS pour 2012. (28.01)**

### **Lefigaro.fr - 27.01**

Le leader d'Europe Écologie pourrait, sous conditions, soutenir le candidat socialiste à la présidentielle.

«C'est du Dany tout craché ! Imprévisible...», soupirait mercredi soir un cadre des Verts. Invité de l'Association de la presse parlementaire à l'Assemblée nationale, Daniel Cohn-Bendit a créé une nouvelle fois la surprise. Alors que la campagne des régionales démarre à peine, l'eurodéputé a annoncé qu'il pourrait soutenir en 2012 le ou la... candidat(e) socialiste, moyennant un accord préalable entre le PS et les Verts pour les législatives, qui suivront dans la foulée.

Conscient qu'il risque de faire grincer quelques dents au sein de sa propre famille politique, l'ancien champion des écolos aux européennes met en avant son pragmatisme pour justifier ce marché. «Je suis quelqu'un de réaliste», se défend-t-il. Pour lui, «la présidentielle est l'élection



la plus défavorable (aux Verts) à moins d'avoir un candidat qui dépasse de loin notre espace politique. Mais pour l'instant, nous ne l'avons pas», explique le coprésident des Verts au Parlement européen.

«Si, en mars, nous faisons 13 % aux régionales et le PS 26 %, cela créera un nouveau rapport de forces entre nous», fait-il valoir. Sur la base d'un tel score, il estime que les écologistes pourraient ainsi légitimement revendiquer une cinquantaine de circonscriptions. «Notre décision de présenter ou pas un candidat ou une candidate Europe Écologie-Les Verts en 2012 sera prise après un tel accord de fond sur des circonscriptions avec le PS», a-t-il avancé.

Dans l'hypothèse où un tel accord serait conclu, il s'est encore dit prêt à s'«impliquer pour aider le ou la candidate socialiste» en 2012. Pour lui, les Verts, qui ne comptent aujourd'hui que trois députés à l'Assemblée, ont tout à gagner avec un tel accord. Rappelant le score de 1,57 % de Dominique Voynet en 2007, il ajoute : «Au mieux, si nous présentons un candidat, on fera quoi... 3, 4, 5 % ?» «La perspective de la garantie d'un groupe parlementaire autonome est tout de même plus exaltante...», tranche-t-il.

«Cohabitation intelligente»

Une perspective qu'il juge d'autant plus exaltante que, de toute façon, pour lui, en 2012, les jeux seraient faits : «Nicolas Sarkozy a de grandes chances de gagner la présidentielle, mais il va perdre les législatives», se hasarde Daniel Cohn-Bendit. La raison pour laquelle, dit-il, «il faut faire émerger un nouveau partenariat à gauche, dans la perspective d'une cohabitation intelligente» .

En attendant, Cohn-Bendit, qui a été désigné mardi «personnalité politique de l'année 2009» dans le palmarès annuel du Trombinoscope, entend mouiller sa chemise pour les régionales. D'ici au premier tour, le 14 mars, il participera à pas moins de dix meetings, à commencer par Reims lundi pour soutenir l'ex-PS Éric Loiselet, tête de liste Europe Écologie en Champagne-Ardenne.

Un soutien bienvenu, alors qu'au niveau national la campagne des écologistes patine. Ce qui explique aussi, peut-être, que la direction des Verts se soit bien gardée mercredi soir de commenter cette main tendue de «Dany» au PS. «Dany dit ce qu'il veut. Nous, nous sommes attachés à promouvoir un candidat écologiste en 2012. Car être absent à une présidentielle, c'est ne pas utiliser l'audience que cette élection donne pour promouvoir nos idées», assure Jean-Vincent Placé, numéro deux des Verts, qui se déclare néanmoins «favorable à des discussions très en amont avec toutes les forces de gauche pour discuter projet» .

---

## A Davos, Sarkozy ne capitalise pas. (28.01)

Libération.fr - 27.01

Le président français n'a pas convaincu le public de patrons et de financiers, déjà inquiets de la volonté d'Obama de réguler le système bancaire.

Qu'il soit dans la France profonde ou devant les décideurs industriels et financiers de la planète, Sarkozy fait du Sarkozy. Des blagues, des mimiques, des adresses directes au public, et un discours assez vague. Parfois ça marche. Parfois, ça tombe à plat. Hier, à Davos, pour le premier jour du forum économique mondial, dont le thème est la définition d'un nouveau capitalisme post-crise, le président français était invité à prononcer le discours d'ouverture.

Devant une assemblée très partagée sur sa prestation, ce qui l'a particulièrement énervé, Sarkozy en a profité pour adresser le même message qu'il déclame depuis son discours de Toulon, à l'automne 2008 : le capitalisme a besoin de morale. Mais il a été avare en propositions concrètes. Barack Obama a annoncé la semaine dernière un plan de régulation des banques, soutenu par le patron de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, mais Nicolas Sarkozy a choisi de n'y faire qu'une brève allusion, se disant «d'accord avec le président Obama quand il juge nécessaire de dissuader les banques de spéculer pour elles-mêmes». Seule vraie annonce : la mise à l'agenda du G8 et du G20 de la «réforme du système monétaire international», un thème qui lui est cher. Mais ce dernier ne sera examiné qu'en 2011, quand la France présidera ces deux institutions.

**Tension.** Accueilli par Klaus Schwab, l'organisateur depuis quarante ans de cette manifestation, qui l'a présenté comme un chef d'Etat ayant fait preuve de «courage, de réaction et de détermination» pendant la crise, Sarkozy a droit à un accueil poli de la salle. On sent de la tension. Certes, certains sont satisfaits qu'un chef d'Etat qui, dicit Schwab, «incarne à lui seul le thème du forum de cette année [la refondation du capitalisme, nldr]» soit invité. C'est déjà un exploit, en soi, de voir un président français à Davos. Il y a quelques années, Jacques Chirac n'avait pas pu se déplacer à cause d'une tempête de neige. Mais beaucoup craignent que la régulation les empêche de travailler. Lors de débats précédant l'ouverture, Jacob Frenkel, le président de la banque JPMorgan Chase International, avait ainsi expliqué qu'il existe un «danger de passer d'une dérégulation peut-être excessive à une régulation extrême».

Malgré ces préventions, Sarkozy y va franco. «La mondialisation a engendré un monde où tout était donné au capitalisme financier, presque rien au travail, où l'entrepreneur passait après le spéculateur», déclare-t-il, le doigt levé. Ou encore, en regardant la salle avec un sourire menaçant : «Il y a des profits excessifs qui ne seront plus acceptés parce qu'ils sont sans commune mesure avec la capacité à créer des richesses et des emplois.» Et le Président de s'en prendre aux normes comptables, aux indicateurs de richesse qui ne prennent pas en

compte «le sentiment de dureté de la vie» des citoyens...

Qu'on se rassure, le président n'est pas devenu gauchiste. Il modère son propos, en rappelant qu'il ne condamne pas tout le capitalisme, seulement celui qui a été «dénaturé». Mais la salle ne réagit pas. Et Sarkozy essaie un truc. Il sort du discours préparé pour se lancer dans une longue diatribe contre un président de banque dont il a demandé la démission car un de ses employés avait fait perdre des milliards à l'établissement. L'allusion à Daniel Bouton et à l'affaire Kerviel est claire. Elle arrache des applaudissements à deux Indiens au fond de la salle. Sarkozy saute dessus. «Merci aux deux personnes qui applaudissent», ironise-t-il. La salle rigole. L'exercice devient alors plus facile. D'autant plus que Sarkozy a une tâche plus compliquée : se demander devant des banquiers si leur métier est utile. «Quel est le métier de banquier ? Ce n'est pas un gros mot !» ironise-t-il, arrachant de nouveau des rires.

**Bafouille.** Malgré tout, à la fin du discours, seule une partie de la salle applaudit, et la grande majorité reste assise. Du coup, Sarkozy revient prendre la parole. Bafouille, en essayant de faire une nouvelle blague sur cette réaction en demi-teinte. Puis il se sauve jusqu'à son hélicoptère avec sa délégation. Pas sûr que sa prestation restera dans les mémoires.

---

## Mélenchon se répand dans un blog du Monde. (29.01)

LeMonde.fr - 28.01

**MarieT :** Comment réagissez-vous aux derniers propos de Georges Frêche à propos de Laurent Fabius ? La gauche peut-elle être "incarnée" en Languedoc-Roussillon par une personnalité qui a multiplié les "dérappages" ?

**Jean-Luc Mélenchon :** Je ne suis pas surpris. Georges Frêche n'en est pas à son coup d'essai. Mais il faut faire très attention avec lui : c'est un système de communication. Il fonctionne à la Le Pen. Les provocations lui permettent de repousser les frontières de l'admissible pour être le roi dans un espace de mots qu'il fabrique.

Evidemment, la gauche ne peut pas être représentée par un tel individu, et c'est pourquoi il y a une liste du Front de gauche et l'homme qui la conduit, René Revol, maire de Grabels, est un résistant de longue date au système Frêche. Mais encore une fois, attention, même si c'est d'une façon extrêmement particulière, Georges Frêche n'en représente pas moins un système largement répandu. Politiquement, il est sur une ligne sociale-libérale et, dans la pratique, c'est un autocrate. Il n'est pas le seul qui corresponde à ces deux critères. Par conséquent, le rassemblement non seulement du Front de gauche, mais du NPA, dans le Languedoc-Roussillon, incarne de manière quasi pure l'autre gauche comme je la rêve.

**lo193 :** Faut-il faire un front anti-Frêche dès le premier tour à Montpellier ?

**Jean-Luc Mélenchon :** Tout dépend du contenu. Pour notre part, on y a travaillé pendant des mois, et sans exclusive. Pour finir, les écologistes tenaient à leur tête de liste spécifique, et le Parti socialiste ne discutait de rien avec personne. Je pense qu'on ne gagne rien à réduire un débat politique à une confrontation de personnes, même dans le cas où cette personne a un comportement de Néron provincial, comme ce M. Frêche.

**Guest :** Pourquoi Pierre Laurent, très peu connu des Français, se présente-t-il en tête de liste, une place que vous auriez eu la légitimité d'occuper ?

**Jean-Luc Mélenchon :** Le rassemblement de l'autre gauche est une chimie délicate. Il faut que toutes les composantes y trouvent leur compte. Et l'investissement symbolique que chacun y met doit être toujours considéré avec beaucoup de délicatesse si l'on veut réussir. Les communistes considèrent l'Ile-de-France comme une des régions où ils sont les mieux implantés et où ils ont la plus grande capacité de mobilisation. Franchement, c'est vrai, même si nous, le PG, nous sommes bien implantés, nous sommes très loin de disposer du même réseau.

A partir de là se pose une deuxième question qui concerne davantage les communistes eux-mêmes, qui est le choix de leur tête de liste. Je pense que j'aurais gravement compromis les chances du Front de gauche en faisant de ma candidature un enjeu ou si j'étais intervenu dans une discussion entre communistes. Pour finir, je dirai que je supporte assez mal une certaine condescendance que j'observe à l'égard de Pierre Laurent. C'est un intellectuel, c'est un dirigeant du principal parti de l'autre gauche, il écrit et parle bien, il est bien entouré pour cette campagne, cela doit suffire à le considérer avec respect. De toute façon, les scores sont toujours des résultats collectifs.

**Pib :** On dit que, dans certaines régions, le Front de gauche se résume aux militants du PCF, qui affirment regretter l'absence de tout allié. Que pouvez-vous dire à ce sujet ?

**Jean-Luc Mélenchon :** Notre parti est très inégalement développé, c'est sûr. Nous avons un an d'existence à peine. Je comprends que les communistes se sentent parfois un peu seuls. C'est souvent d'ailleurs la raison pour laquelle ce sont eux qui jouent le premier rôle.

**Sylv :** Comment réagissez-vous au récent rétropédalage de Martine Aubry sur la question de l'âge de la retraite ? Existe-t-il une vraie proposition de gauche, et réaliste, au problème du financement des retraites ?

**Jean-Luc Mélenchon :** Ce rétropédalage m'a réjoui. Je ne crois naturellement pas du tout à la sincérité personnelle de Martine Aubry sur le sujet. Mais ce n'est pas la question qui nous est posée. Si le PS était resté sur la proposition de déplacer l'âge de la retraite à 61 ou 62 ans, c'eût été un désastre, politique et social. Politique parce que cela aurait creusé un fossé insurmontable entre les partis de gauche, notamment avec nous, l'autre gauche. Social parce que les syndicats qui résistent à Sarkozy se seraient retrouvés quasi totalement isolés dans l'arène politique. C'est le principal reproche que je lui avais adressé : celui d'avoir déséquilibré la négociation des syndicats. En ce qui concerne le financement réaliste d'un système de retraite honorable, cela ne présente aucune espèce de difficulté.

Le simple maintien de l'acquis actuel serait financé si les cotisations sociales étaient étendues aux stock-options et aux autres revenus d'épargne salariale. Encore ne fais-je ici qu'évoquer l'actualité. Sur la longue durée, la démonstration est encore plus facile à faire. Les trois actifs qui finançaient l'inactif des années 1980 n'ont plus besoin que d'être deux pour produire la même quantité de richesses. Toute la question est de savoir où passent les gains de productivité. Il est absurde de calculer à richesse constante. Dans les quarante prochaines années, le PIB du pays devrait atteindre 3 600 milliards d'euros. Une progression de 40 %, en supposant un progrès de 1,7 par an. Maintenir la situation actuelle capterait 6 points de l'actuel PIB. Il est tout à fait facile d'en déduire que le "choc" est totalement absorbable.

Je finis en pointant le ridicule qu'il y a à ne tenir compte sur cinquante ans que du déplacement de la bosse démographique du baby-boom sans tenir compte du fait que les gens finiront par mourir, et que leur succèdent des classes creuses. Le rapport entre actifs et inactifs, dans quarante ans, ne sera absolument pas celui qui est mis en scène aujourd'hui. Et moi je dis : hélas, car j'aimerais bien qu'on vive tous beaucoup plus vieux si c'est pour vivre beaucoup mieux.

**Farid Bey :** Je vote NPA et voterai cette fois-ci encore pour eux. J'aimerais évidemment une union de la gauche de gauche, mais je n'ai pas confiance dans le PCF qui mange à tous les râteliers pour sauver ses élus et assurer sa survie. Comment pouvez-vous faire alliance avec eux ?

**Jean-Luc Mélenchon :** Je ne suis pas d'accord avec cette description du Parti communiste français. D'abord parce qu'on vient de constater qu'il est capable d'autonomie politique, contrairement à ce que beaucoup annonçaient. Dans 17 régions sur 22, il participe à des listes autonomes au premier tour. Deuxièmement, parce qu'il n'est pas juste d'aborder la question de la place du Parti socialiste en le considérant comme une mangeoire. Que cela nous plaise ou non, il faudra se rassembler au deuxième tour, sauf si on décide de donner toutes les régions à la droite. La compétition avec le Parti socialiste doit absolument sortir du registre de l'invective et des postures. Il s'agit de prendre la majorité à gauche, et cela est radicalement impossible si l'on se contente d'annoncer des slogans extrémistes anti-tout et anti-tout le monde en se montrant incapable de s'entendre avec qui que ce soit dans quelques conditions que ce soit.

Pour ma part, je suis très déçu par les positions successives prises par le NPA. Dans un premier temps, il accepte la discussion et admet sans ambiguïté que toutes les listes de gauche devront se rassembler au deuxième tour, inclus celle du PS. C'était en juin dernier.

A partir de fin octobre, les discussions qui commencent avec le PC, qui a fait le choix de l'autonomie au premier tour, sont enlisées par les négociateurs du NPA dans le débat absurde sur la participation ou non aux exécutifs.

Comme nous refusons les exclusives prononcées et que nous préférons établir une liste de conditions pour participer éventuellement, je dis bien éventuellement, à ces exécutifs, le NPA décide de partir tout seul. Puis, sur le terrain, c'est encore autre chose qui se passe, suivant les régions, et on aboutit à des accords d'union où l'on échoue sur des motifs aussi peu idéologiques que des questions de nombre de têtes de liste.

Enfin, là où l'on s'accorde, là où les communistes eux-mêmes, et les premiers, mettent la barre le plus haut, comme en Languedoc-Roussillon, qu'il n'y aura d'alliance avec Frêche ni au premier ni au deuxième tour, Olivier Besancenot trouve le moyen d'annuler sa participation au meeting de lancement de la campagne. Pour moi qui ai passé mon temps à expliquer qu'on pouvait convaincre Besancenot et s'entendre avec le NPA, c'est un lourd échec. Mais peut-être est-ce le but visé par certains. Il s'agirait de discréditer toute tentative et toute personne qui fait le pari de l'union. Tout cela pour la construction d'une hypothétique avant-garde ? Moi, je veux rester un optimiste de principe. Mais c'est vrai qu'il y a des jours où je commence à me lasser.

**Albert :** Que pensez-vous de la liste des Verts en Ile-de-France ? Un "casting" un peu surprenant, non ?

**Jean-Luc Mélenchon :** Je suppose que le mot "casting" signifie liste ? Je ne comprends pas la question. La liste écologiste est très diverse, la nôtre aussi. Celle des socialistes est plus classique puisqu'elle est composée à 90 % de professionnels de la politique. Croyez-moi, les électeurs ne sont pas les naïfs que certains croient. Ils ne jugent pas les listes seulement d'après les personnes qui les composent.

**Nils :** Que pensez-vous de l'épilogue de l'affaire Julien Dray ?

**Jean-Luc Mélenchon :** Absolument rien, conformément aux principes que j'ai énoncés en refusant de participer à sa lapidation. Je ne suis ni juge ni magistrat, je n'y connais rien à la vie privée de Julien Dray. D'ailleurs, je m'en fous. Je voudrais vous rappeler une très belle phrase de

Malraux qui s'applique à l'amitié : "Mes semblables ne sont pas ceux qui me jugent mais ceux qui m'aiment, parfois malgré moi." C'est dans La Condition humaine.

**Brbr** : Que pensez-vous de la réponse de M. Cohn-Bendit à votre proposition d'alliance avortée avec son parti ? Il n' a pas voulu fermer la porte au MoDem, pensez-vous que Cohn-Bendit se compromet idéologiquement et, qu'en fin de compte, en se comportant comme cela il fait du mal à la gauche ?

**Jean-Luc Mélenchon** : Vous me donnez l'occasion de renouveler une mise au point que j'ai eu pourtant cent fois l'occasion de faire sans être entendu. Dans le studio de France Inter, comme en témoignent la vidéo et le script, je m'adressais aux Verts et non à Europe Ecologie. D'ailleurs, Cohn-Bendit se sentait obligé, chaque fois que j'évoquais les Verts, d'ajouter "Europe Ecologie". En effet, pour moi, le parti Vert et l'association Europe Ecologie, ce n'est pas la même chose.

C'est tellement évident que ce n'est pas la même chose ! Il s'agit de deux organisations qui sont d'ailleurs sur le terrain assez largement en compétition. Le parti Vert a une longue histoire qui l'a conduit à se séparer de l'ancienne doctrine d'une ligne ni droite-ni gauche. Le parti Vert est clairement positionné à gauche, depuis de nombreuses années. Ses dirigeants ont participé aux gouvernements de gauche, aux majorités parlementaires, et ils sont partout membres des exécutifs de gauche au niveau local. Ils sont donc directement concernés par tous les débats qui traversent la gauche. Or, la gauche mondiale s'est engagée au cours des dix dernières années dans une stratégie d'accompagnement du capitalisme jusqu'à d'absurdes gouvernements de coalition avec la droite, comme en Allemagne, ou l'auto-dissolution de son parti central comme en Italie. Les Verts au niveau européen hésitent. En Allemagne, ils gouvernent plusieurs Länder avec la droite. C'est contre cette pente que se sont constituées des forces comme Die Linke en Allemagne, le Front de gauche en France, et d'autres ailleurs. Il faut donc sortir du nombrilisme franco-français et des querelles de casting pour penser le futur de la gauche.

Seuls des gauchistes invétérés peuvent se réjouir de voir les Verts et le Parti socialiste s'enfoncer dans le néant de l'alliance avec le centre, qui détruit les partis de gauche et creuse des fossés infranchissables avec l'autre gauche.

**XXX** : Pensez-vous que le MoDem puisse conduire une politique de gauche ? Est-il un partenaire potentiel pour conduire vers l'alternance en 2012, comme le pense une partie du PS ?

**Jean-Luc Mélenchon** : Bien sûr que non. C'est pourquoi j'interpelle avec autant d'insistance le Parti socialiste et les Verts. Même quand la cause semble déjà perdue. Mais si je me résigne, je fais le jeu de la catastrophe. Il est tout de même incroyable que personne n'aille lire le programme du MoDem.

Tous ceux qui en parlent font comme s'il suffisait d'être dans l'opposition à Sarkozy pour devoir être aussitôt considéré comme un partenaire naturel. Quelle sottise ! Lecanuet aussi s'est opposé au général de Gaulle en 1965. Pourtant, c'est pour François Mitterrand qu'il fallait voter, parce que c'était l'Union de la gauche en construction. Quel genre de programme commun croyez-vous qu'on puisse faire avec le MoDem ? Savez-vous que le MoDem est pour l'inscription de l'équilibre budgétaire dans la Constitution ? C'est le rêve des monétaristes. Savez-vous qu'ils proposent de boucher le déficit par l'augmentation de la TVA ? Vous m'imaginez en train de discuter pour savoir si l'on augmente la TVA de 11 points pour combler le déficit de 2009 ou si l'on se contente de 7 points pour combler celui de 2008 ? Savez-vous que M. Bayrou veut exempter de charges sociales les deux premiers emplois de toute entreprise, et que cela coûte 8 milliards, à ajouter aux 32 milliards d'exemptions déjà jetés par la fenêtre, comme l'a montré la Cour des comptes ?

**Ivan** : Pensez-vous vraiment qu'il existe un autre modèle économique que le capitalisme ? Le socialisme est-il seulement un capitalisme qui porte une attention plus accrue aux problèmes sociaux ?

**Jean-Luc Mélenchon** : Bien sûr que j'y crois. L'organisation économique des sociétés humaines a changé tant de fois dans l'histoire. Quelle superstition étrange peut conduire à penser que le modèle capitaliste est indépassable ? D'ailleurs, lui-même connaît de telles évolutions que c'est à peine si l'on peut dire que la même chose est désignée par le même mot. Le capitalisme financier transnational de notre époque a les mêmes caractéristiques de base que le capitalisme monopolistique d'Etat des années 1970, mais il a développé des tendances en son sein qui en sont en même temps la négation totale. Le socialisme n'est pas seulement du capitalisme qui donne la priorité aux bonnes intentions sociales. C'est une contestation du contenu de la production, de son échange et de la répartition de la richesse.

Quoi que nous voulions, et quelque idée qu'on se fasse du futur, nous avons pourtant une certitude : le modèle actuel d'accumulation, productiviste, nous condamne tous à mort. La question que je me pose est donc la suivante : comment se fait-il qu'il y ait encore des gens qui doutent du fait qu'il faut absolument changer de système ?

**Larsen** : Que pensez-vous des nombreuses dérives de ces deux personnes dont vous vous réclamez souvent, Chavez et Morales ? Par exemple que pensez-vous du contrôle des médias que préconise Morales ?

**Jean-Luc Mélenchon** : En effet, le modèle de la révolution démocratique en Bolivie et au Venezuela inspire beaucoup ma réflexion. Je note que les programmes politiques des présidents Chavez et Morales sont régulièrement confrontés au suffrage universel, et que contrairement à ce qui se passe dans nos soi-disant démocraties exemplaires, où l'on vote de moins en moins, là-bas, on vote de plus en plus.

Je note que Chavez a gagné 11 élections sur 12. Morales, 4 sur 5. Et ainsi de suite. Je demande qu'on note bien ces points avant de se lancer dans l'habituel numéro européen-centré de donneur de leçons. Il n'y a pas de politique de contrôle des médias au Venezuela, où 99 % de la presse appartiennent à des groupes privés qui mènent des campagnes quotidiennes incessantes contre le gouvernement Chavez. En Bolivie, les partis, associations, mouvements favorables à Evo Morales, qui vient d'être réélu au premier tour avec plus de 60 % des voix, ne disposent d'aucun quotidien, aucune chaîne de télévision, aucune radio.

A l'inverse, les médias en place mènent des campagnes quotidiennes dont vous n'avez certainement pas idée de la violence. Imaginez-vous le journal Le Monde titrant, à propos de Nicolas Sarkozy : "Le nain est de retour" ? En Bolivie, le premier journal du pays a titré : "Le singe est en visite" à propos d'un déplacement d'Evo Morales à Santa Cruz. Et ainsi de suite. Cette presse appelle à la sécession des régions du pays et incite en permanence aux émeutes. Ce qui est plutôt admirable, c'est qu'aucun journaliste, aucun média n'ait jamais été poursuivi dans ces pays.

**Vincent** : Mélenchon 2012 ?

**Jean-Luc Mélenchon** : J'aurai 61 ans, j'espère être en aussi bonne santé qu'à présent, et aussi productif.

**Kahouette** : Pensez-vous à un avenir présidentiel en vous rasant le matin ?

**Jean-Luc Mélenchon** : Je crois qu'il y a dans ce domaine une grande confusion des genres. Me demandez-vous si j'aimerais être président de la République ? C'est nouveau. Personne ne m'a jamais posé cette question. Pour l'instant, la question qu'on me pose, c'est de savoir si je veux être candidat. Je ferai remarquer que ce n'est pas du tout la même chose.

Vouloir ou non être candidat, c'est la question qui tue. Si on répond oui, on s'expose comme cible trop tôt ; si on répond non, on annonce qu'on n'a pas sa place sur la scène. Dans tous les cas, on est perdant. C'est aussi la question qui rend fou. Les candidats se prennent pour des élus, ils sont aussitôt grotesques.

Au fond, on ne me propose que des rôles ridicules, et vous voudriez que je participe à cette comédie ? Vous verrez bien le moment venu ce qu'il en est. D'ailleurs, moi aussi.

---

## **L'UMP change brutalement de stratégie pour les élections régionales. (29.01)**

**LeMonde.fr - 28.01**

Arrière toute. L'UMP, qui promettait pour les élections régionales une campagne nationale afin de ne pas réitérer les erreurs de Jean-Pierre Raffarin en 2004, se replie en régions. Le grand meeting national prévu porte de Versailles, samedi 30 janvier avec toutes les composantes de la majorité, a été annulé. L'entrée en campagne sera officialisée à l'issue d'un "congrès statutaire", dans une salle plus petite, sans les alliés de la majorité.

Le Nouveau Centre, la Gauche moderne, les villiéristes et les chasseurs, le Parti chrétien-démocrate de Christine Boutin n'ont pas été conviés. Les négociations avec eux pour la composition des listes sont ardues. Satellites du parti présidentiel, ils entendent faire respecter les accords conclus en novembre 2009, lorsqu'il convenait d'afficher l'unité de la majorité, face à une gauche divisée.

Le chef de l'Etat, qui était intervenu lors du conseil national de l'UMP le 28 novembre à Aubervilliers pour présenter les têtes de listes et ouvrir le préambule des régionales, n'a désormais plus l'intention de se mettre en avant. Sur le plateau de TF1, lundi 25 janvier, il a expliqué que ce n'était pas "la place d'un président de la République. "

Même s'il reste à la manoeuvre en coulisses, M. Sarkozy laissera son premier ministre mener campagne. La lecture des derniers sondages n'a pas incité le chef de l'Etat à la prise de risque : une étude IFOP pour Paris Match réalisée les 21 et 22 janvier place la majorité présidentielle à 27 %, bien en deçà des prévisions de 2004 à la même époque, où la droite avait subi l'une de ses plus sévères défaites ; à quatre points des 31 % de suffrages enregistrés par Nicolas Sarkozy au premier tour de l'élection présidentielle de 2007. La gauche, elle, est créditée de 51 % des intentions de vote.

Un casse-tête

Les régionales tournent au casse-tête pour la majorité. Le parti majoritaire, en lien direct avec l'Elysée, n'a cessé d'osciller sur sa stratégie et ses thématiques. Il y a un an, M. Sarkozy avait conçu la réforme des collectivités territoriales comme l'arme décisive pour gagner ces élections et diviser la gauche aux commandes de vingt régions. Mais la réforme, couplée avec celle de la taxe professionnelle a, avant tout, divisé la majorité et suscité l'hostilité des élus locaux. Le chef de l'Etat a ensuite privilégié le développement durable, jusqu'à l'échec de Copenhague et le camouflet de la censure de la taxe carbone par le Conseil constitutionnel. Puis il a encouragé le débat sur l'identité nationale, l'immigration et l'islam. L'Elysée, redoutant des triangulaires avec le FN, qui avaient fait chuter la droite en 2004, souhaitait avant

tout s'adresser aux électeurs frontistes.

Les ministres candidats réclamaient eux une "régionalisation" de la campagne. Depuis trois mois, beaucoup exprimaient leur scepticisme sur les choix stratégiques de la campagne, notamment sur l'utilité du débat sur l'identité nationale. "Il y a un décalage énorme entre l'actualité nationale et les préoccupations des gens, assurait Alain Joyandet, le secrétaire d'Etat à la coopération, tête de liste en Franche-Comté, dès octobre 2009. Ce qui peut faire changer le vote des gens, c'est notre capacité à leur apporter des solutions concrètes à leurs difficultés." Le candidat comptait faire campagne en priorité sur son projet régional, organisé autour de l'emploi et de la formation des jeunes. Tout comme le ministre des PME, Hervé Novelli, candidat dans la région Centre, qui estimait que "l'agriculteur, le salarié menacé, l'artisan attend des réponses concrètes de la région".

En Aquitaine, Xavier Darcos, le ministre du travail, avait, lui aussi, tiré la sonnette d'alarme, relativisant l'impact d'une droitisation de la campagne. Bruno Le Maire, le ministre de l'agriculture, candidat en Haute-Normandie, avait fait valoir que les Français restaient préoccupés par la crise économique, inquiets pour leur emploi et hostiles aux mesures pouvant toucher à leur pouvoir d'achat comme la taxe carbone.

---

## Déficit public: Sarkozy veut un "*diagnostic partagé*" d'ici avril. (29.01)

### AP et Reuters - 28.01

Comment ramener le déficit public de 8,2% du PIB cette année à moins de 3% d'ici 2013, comme promis à Bruxelles? La question a été posée aux acteurs de la dépense publique réunis jeudi à l'Elysée, à l'occasion de la session inaugurale de la Conférence sur le déficit boycottée par les collectivités locales. Nicolas Sarkozy leur a donné rendez-vous en avril, le temps d'établir un "diagnostic partagé" sur l'état des finances publiques.

Assumant "entièrement" le choix qui a été fait en 2009 de "soutenir l'économie pendant la crise", notamment via le plan de relance, le chef de l'Etat a fixé à ses interlocuteurs un triple objectif: "le rétablissement de l'équilibre de nos comptes, la stabilisation puis la réduction de notre dette", à l'instar des autres pays européens.

"Nous devons le faire pour préserver notre modèle social", a-t-il souligné devant la presse, à l'issue de "deux heures et demie de discussions franches et constructives" avec les représentants de l'Etat et de la Sécurité sociale, mais sans ceux des régions et des départements, majoritairement à gauche, qui avaient choisi de ne pas participer, craignant d'être tenus pour responsables du trou des caisses de l'Etat.

Une défection que le président de la République a dit "regretter", tout en prenant ses distances avec le caractère politique de ce boycott: "cela fait 35 ans que notre pays présente un budget en déficit (...) Il y a eu autant de gouvernements de gauche que de droite et l'objectif des dix prochaines années concerne également tout le monde", a-t-il observé, flanqué du chef du gouvernement François Fillon et des ministres Christine Lagarde (Economie), Eric Woerth (Budget), Xavier Darcos (Travail) et Roselyne Bachelot (Santé).

En marge de cette réunion, le député socialiste Michel Sapin a reconnu que la situation rendait "légitime" une telle concertation, mais "pas de la manière affichée". Selon lui, "il se prépare une défausse car il ne s'agit pas de parler des déficits publics et de la Sécurité sociale, mais seulement des chiffres concernant les collectivités locales par supercherie et mensonge".

S'il n'a pas cette fois reproché aux collectivités locales leur "folie fiscale", Nicolas Sarkozy a noté que leurs dépenses avaient augmenté depuis 1980 "de 20% en proportion du PIB, mis de côté tous les effets de la décentralisation".

"Il faut identifier le problème pour le régler, y compris en revenant sur des normes déjà en place", a-t-il plaidé, indiquant qu'un groupe de travail devraient réfléchir d'ici avril à la mise en place d'un "objectif de dépenses pour les collectivités locales".

Pour l'Etat, auquel il a reconnu "une part de responsabilité dans cette dérive", bien que "beaucoup (ait) été fait depuis 2007", il entend que l'effort de réduction des dépenses soit poursuivi.

Eric Woerth devra ainsi présenter en avril "un plan d'action complet pour réduire la dépense de l'Etat", a-t-il précisé, notant que l'accent serait mis "sur les niches sociales et fiscales, leur démantèlement et leur réduction".

"Je souhaite que nous allions encore plus loin et que la France se dote d'une règle d'équilibre pour l'ensemble de ses administrations publiques", a-t-il ajouté, relevant que "les Allemands sont parvenus à un accord partisan" sur cet objectif de retour à l'équilibre.

S'agissant des dépenses sociales, qui représentent "plus de la moitié de la dépense publique" et "sont celles qui croissent le plus vite", M. Sarkozy prévoit d'agir sur plusieurs fronts: les retraites, avec l'ouverture de discussions avec les partenaires sociaux le 15 février, et l'assurance-maladie, avec un objectif de retour à l'équilibre des hôpitaux publics dès 2012.

Le chef de l'Etat a également annoncé la mise en place d'une commission chargée de "proposer des solutions pour rembourser la dette

exceptionnelle que la Sécurité sociale a accumulée pendant la crise".

En avril, "nous prendrons des décisions extrêmement importantes", a insisté le président, assurant "sous le contrôle de Christine Lagarde" que la France suivrait pour cela "les recommandations du FMI (Fonds monétaire international)", selon lequel "le retour à la croissance est sensible".

"Financer nos dépenses courantes par l'emprunt n'est pas raisonnable, handicape notre avenir au lieu de le préparer et menace notre contrat social", a dit Nicolas Sarkozy, qui a annoncé la constitution de plusieurs groupes de travail en prévision de la réunion d'avril.

Le premier sera dirigé par le directeur général de l'Insee, Jean-Philippe Cotis, et un de ses prédécesseurs, Paul Champsaur, avec pour mission d'analyser l'évolution des finances publiques depuis 30 ans et leurs perspectives sur la prochaine décennie.

Leur rapport, qui sera rendu public, doit servir "de point de départ incontestable" à la deuxième partie de la conférence. Les autres groupes de travail porteront sur la sécurité sociale et les collectivités locales.

Le chef de l'Etat a chargé enfin Michel Camdessus, ancien directeur général du FMI et ex-gouverneur de la Banque de France, de plancher sur l'introduction d'une règle d'équilibre pour les finances des administrations publiques.

---

## **Un changement du système des retraites est peu probable. (29.01)**

### **Reuters - 28.01**

Le passage d'un système de retraites par annuités à un système en points ou en comptes notionnels est possible mais il ne permettrait pas à lui seul de rétablir l'équilibre financiers des régimes, selon un rapport présenté jeudi par le Conseil d'orientation des retraites.

Le rapport ne se prononce pas sur l'opportunité d'un tel changement, que le gouvernement semble écarter dans le cadre de la réforme des retraites qu'il veut boucler cette année.

L'objectif de cette réforme est de redresser les comptes des retraites, dont les déficits s'accroissent avec l'allongement de la durée de la vie, l'arrivée en retraite de la génération du 'baby boom' et la hausse du chômage liée à la crise économique.

"Le rapport conclut qu'il y a une possibilité technique de passer d'un système en annuités à un système en points ou en compte notionnels", a déclaré le président du Cor, Raphaël Hadas-Label, lors d'une conférence de presse.

Comme le système par annuités, ces systèmes sont des systèmes par répartition et ils peuvent intégrer les dispositifs de solidarité que nous connaissons aujourd'hui, a-t-il ajouté.

L'incidence d'un tel changement sur le niveau des retraites dépendrait des paramètres fixés par les responsables politiques, et aucun système ne permet en soi de redresser des comptes déséquilibrés comme ceux des régimes français, a-t-il souligné.

### **LE GOUVERNEMENT TRÈS RÉSERVÉ**

"Le changement de système est avant tout une question de choix politique, c'est-à-dire : quels objectifs on assigne à notre système de retraite ?", a ajouté Raphaël Hadas-Label.

Le Cor a identifié cinq objectifs, a-t-il ajouté : la pérennité financière, la lisibilité, l'équité entre générations, la solidarité à l'intérieur des générations et la cohérence avec les autres objectifs économiques fixés par un gouvernement.

Quant au rétablissement financier du système, il dépend de choix politiques sur les trois leviers traditionnels que sont les ressources des régimes, le montant des pensions et l'âge moyen effectif de départ en retraite.

Le gouvernement a semblé écarter un changement de système.

"Je ne crois pas que nous nous orientons vers des solutions systémiques de cet ordre", a ainsi déclaré mardi le ministre du Travail, Xavier Darcos, à propos du rapport du Cor.

Côté syndical, seule la CFDT a vraiment plaidé pour l'examen d'un changement systémique. La CGT, FO et la CFTC estiment pour leur part qu'un changement systémique entraînerait nécessairement une baisse des pensions qu'ils excluent.

La CFDT a déclaré jeudi dans un communiqué que le rapport du Cor était une "contribution importante" dans le débat "absolument nécessaire" sur l'avenir des retraites.

Force ouvrière remarque qu'aucun système ne permet à lui seul de rétablir les comptes et juge qu'"il convient désormais d'activer le troisième levier, celui du financement, et d'affecter les ressources nécessaires à l'équilibre financier".

Pour la CGT, "ce n'est pas en revenant à une logique d'assurance mais bien en développant les atouts d'un système solidaire que l'on redonnera confiance dans la capacité à long terme de notre système de retraite à garantir aux générations futures un niveau de vie satisfaisant".

## LE MEDEF POUR DE LA CAPITALISATION

L'organisation patronale Medef estime pour sa part qu'"il conviendrait d'examiner des mécanismes qui permettraient, à côté d'un système par répartition qu'il convient de conserver et d'optimiser, le développement de systèmes par capitalisation".

Dans un système par annuités comme le régime de base français, la pension d'un assuré est fonction de son salaire moyen sur un certain nombre d'années ou de mois et du temps pendant lequel il a cotisé, le montant des cotisations n'influant pas sur le niveau de la pension.

Dans un système par points comme celui des complémentaires Agirc et Arrco ou le système allemand, l'assuré acquiert, à mesure qu'il cotise, des points dont la somme sera multipliée par la valeur du point à la date où il prend sa retraite.

Dans un système de comptes notionnels comme le système suédois, l'assuré acquiert un capital virtuel constitué de ses cotisations qui sera divisé par un coefficient lié à l'espérance de vie de sa génération et fixé de façon à ce que la somme des pensions perçues par chaque génération soit égale à la somme des cotisations qu'elle a versées.

Le déficit du régime général des retraites est ainsi attendu à 10,7 milliards d'euros cette année et 14,5 milliards en 2013, selon la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2010.

---

## **Retraites : il faut "ajuster les paramètres" du système par répartition, selon François Fillon. (29.01)**

### **AP - 29.01**

Le gouvernement va préserver le système par répartition dans la réforme des retraites, mais "en ajuster les paramètres", affirme le Premier ministre François Fillon, qui précise que l'idée d'une hausse des cotisations sociales est également "à l'étude".

"Je n'ai jamais cru à la remise à plat complète. Cette idée me semble non seulement une utopie mais la meilleure façon de ne rien faire. Aucun pays au monde n'a jamais changé brutalement de système", affirme le chef du gouvernement dans un entretien au Figaro.fr paraissant également samedi dans "Le Figaro".

"Le nôtre repose principalement sur la répartition; avec le président, nous nous sommes engagés à le préserver, il nous faut donc en ajuster les paramètres pour l'équilibrer", ajoute-t-il.

Soulignant qu'il manquera "100 milliards par an à l'horizon 2050" pour financer le système des retraites, François Fillon détaille les pistes du gouvernement pour conduire cette réforme prévue pour la fin 2010.

Ainsi, "l'idée" d'une hausse des cotisations sociales est "toujours d'actualité". "Je rappelle que le patronat l'avait validée en 2003", précise-t-il, évoquant également un possible "bonus-malus sur les cotisations sociales".

De même, l'idée d'une remise en cause "du calcul de la pension sur les six derniers mois de salaire, dans la Fonction publique, se pose évidemment". Toutefois, les évolutions "devront tenir compte de la réalité des choses, et notamment du fait que les primes ne sont pas intégrées dans le calcul pour les fonctionnaires". "Ces primes frôlent parfois 50% du salaire", indique-t-il.

Le chef du gouvernement estime par ailleurs que la pénibilité du travail ne doit pas être "le point central du débat", même si elle doit être prise en compte "dans le cadre d'accords entre syndicats et patronat, ciblés sur des métiers précis, avec des critères objectifs comme l'espérance de vie".

---

## **Plus de 1,7 million de foyers ont touché le RSA en novembre. (29.01)**



## Reuters - 28.01

Plus de 1,7 million de foyers ont bénéficié du revenu de solidarité active (RSA) au mois de novembre 2009, selon des chiffres publiés par le Haut commissaire aux Solidarités actives, Martin Hirsch.

Il s'agit d'une progression de 29.000 par rapport à octobre.

Dans le détail, 1,1 million de personnes ont bénéficié du dispositif au titre du "RSA socle", qui a remplacé le RMI et l'allocation parent isolé, et 595.000 (soit 35% du total) au titre du "RSA activité", la véritable nouveauté de la réforme, qui assure un complément de revenus aux bas salaires.

Parmi les nouveaux allocataires de novembre, "13.000 ont des revenus du travail faibles dont le bénéfice, avant l'existence du RSA lancé en juin dernier, aurait été intégralement annulé par une baisse équivalente du RMI", explique-t-on.

Ces chiffres sont "bons", dit-on dans l'entourage de Martin Hirsch, pour qui "le rythme de montée en charge, continu, est satisfaisant". A terme, le Haut commissaire souhaite faire bénéficier 1,6 million de personnes du "RSA activité".

"Il y a une réserve assez importante de personnes qui y ont droit et qui n'ont pas le RSA", explique une collaboratrice de Martin Hirsch. "Certains travailleurs modestes ne savent pas qu'ils y ont droit, d'autres pensent que c'est automatique alors que ça ne l'est pas, il faut faire des démarches".

---

## Affaire Clearstream : appel du parquet, Villepin accuse Sarkozy. (30.01)

### Reuters - 29.01

Dominique de Villepin subira un second procès après la décision du parquet de faire appel de sa relaxe dans l'affaire Clearstream, un nouvel écueil que l'ancien Premier ministre impute à "l'acharnement" et à "la haine" de Nicolas Sarkozy à son encontre.

Au lendemain du jugement du tribunal correctionnel de Paris innocentant Dominique de Villepin, le procureur a annoncé sur Europe 1 qu'il interjetait appel au motif "qu'il reste encore une part de vérité à faire émerger" dans cette affaire de manipulation de faux listings bancaires dans laquelle Nicolas Sarkozy était partie civile.

Jean-Claude Marin a assuré qu'il n'agissait pas sur instruction de l'Elysée - Nicolas Sarkozy a constitutionnellement autorité sur le parquet. "En ne faisant pas appel, j'aurais trahi le protocole habituel de fonctionnement du ministère public", a-t-il expliqué.

Des arguments que récuse Dominique de Villepin et son avocat, Me Olivier Metzner.

"Je connais bien Jean-Claude Marin, je le connais en tout cas suffisamment pour savoir que ce n'est pas sa décision", a dit l'ancien Premier ministre sur RMC.

"Ce qu'elle montre cette décision, c'est qu'un homme, Nicolas Sarkozy, président de la République, préfère persévérer dans son acharnement, dans sa haine", a-t-il affirmé.

Me Metzner dénonce également "une décision politique".

Dominique de Villepin "viendra sereinement devant la cour d'appel et l'on voit mal comment ce jugement extrêmement argumenté pourrait être infirmé", a-t-il dit sur i>Télé.

### "UN PIÈGE"

Le procureur de Paris avait requis 18 mois de prison avec sursis et 45.000 euros d'amende contre Dominique de Villepin.

Nicolas Sarkozy avait fait savoir jeudi par communiqué qu'il était satisfait du jugement et qu'il ne souhaitait pas d'appel.

Le deuxième procès devrait se tenir fin 2010-début 2011, alors que les états-majors politiques se mettront en ordre de bataille pour l'élection présidentielle de 2012.

Un calendrier judiciaire qui compromettrait pour Dominique de Villepin le lancement éventuel d'une campagne électorale.

Ce dernier n'a pas fait mystère par le passé de ses ambitions présidentielles mais il cultive l'ambiguïté sur ses intentions pour 2012.

Réaffirmant n'éprouver ni "rancœur" ni "rancune" envers Nicolas Sarkozy, il a laissé entendre vendredi, avec un mépris voilé, qu'il ne se plaçait pas dans une logique d'affrontement avec le chef de l'Etat au sein de sa famille politique.

"J'ai été aux côtés de Jacques Chirac lors de la campagne de 1995. Jacques Chirac ne s'est pas battu contre Edouard Balladur", a-t-il expliqué sur RMC, évoquant le duel à droite qui avait marqué la présidentielle de 1995.

"Débattre aujourd'hui avec un homme qui est guidé par la haine, c'est m'éloigner des Français", a souligné Dominique de Villepin, accusant Nicolas Sarkozy et son entourage de lui "tendre un piège" politique.

S'agissant de ses projets pour l'avenir, il a précisé qu'il prendrait "sereinement" une décision "dans les prochaines semaines". Après sa relaxe, Dominique de Villepin avait déclaré qu'il "entendait contribuer dans un esprit de rassemblement au redressement de la France".

"LES CHEVAUX DE LA GUERRE INTERNE" Vendredi, il a décrit son futur engagement en termes plus acerbes: "Quand au sommet de l'Etat l'exemple fait défaut, il faut que d'autres hommes, que d'autres femmes portent le fardeau du pouvoir".

Dominique Paillé, porte-parole de l'UMP, a regretté sur i>Télé que Dominique de Villepin fasse de ce dossier "une affaire personnelle".

"Dominique de Villepin est présumé innocent. Il a tout loisir de se présenter à la présidentielle", a-t-il dit.

Plus tôt, sur RTL, le secrétaire général de l'UMP, Xavier Bertrand, avait déclaré que les militants du parti majoritaire voulaient "avant tout de l'unité et du rassemblement".

Mais pour le député UMP "villepiniste" Georges Tron, la guerre est déclarée.

"On nous demande de remonter sur les chevaux de la guerre interne, eh bien on va remonter sur les chevaux de la guerre interne. Dominique de Villepin aurait maintenant bien tort de se gêner de devenir un opposant frontal", a-t-il dit sur i>Télé.

A gauche, l'ancienne ministre socialiste de la Justice Elisabeth Guigou a estimé que la justice était "la victime" dans cette affaire. "Il y a un soupçon et ça c'est gravissime parce que la justice est l'un des piliers de la démocratie", a-t-elle dit à Reuters.

---

## **L'UMP entérine laborieusement ses listes pour les régionales. (31.01)**

### **Reuters - 30.01**

L'UMP a laborieusement entériné samedi les listes de la majorité pour les régionales en multipliant les appels à l'unité, comme pour tenter de faire oublier les polémiques nées de l'appel contre l'acquittement de Dominique de Villepin dans l'affaire Clearstream.

Des tractations ont été nécessaires jusqu'à tôt samedi matin pour assurer des places d'éligibles aux représentants des petites formations alliées et à ceux de la diversité (jeunes, immigrés d'origine), au prix de beaucoup de mécontents, et les discussions se poursuivent encore sur certaines fins de listes.

Des sifflets se sont élevés à l'annonce que seulement 60% des membres du conseil national du parti de Nicolas Sarkozy, réunis à Paris, avaient approuvé les 22 listes qui avaient défilé auparavant à grande vitesse sur un grand écran.

Consacré chef de file de la campagne pour le scrutin des 14 et 21 mars, le Premier ministre François Fillon a lancé un appel à la mobilisation en défendant la politique de réformes de son gouvernement, qu'il a opposée au "conservatisme" des socialistes.

Et au moment où certains responsables de l'opposition se mettent à rêver d'un "grand chelem" dans les 22 régions de métropole, ce qui supposerait d'enlever l'Alsace et la Corse à la droite, il s'est fait fort de dénoncer les "scénarios écrits d'avance".

A l'initiative de Nicolas Sarkozy, la majorité a décidé d'aborder ce scrutin intermédiaire, par tradition peu favorable au pouvoir en place, avec des listes d'union allant des villieristes à la Gauche moderne de Jean-Marie Bockel.

Elle espère ainsi dégager au soir du premier tour une dynamique à même de lui permettre de limiter la casse au second.

Un sondage récent mettant l'UMP et le PS à égalité en termes d'intentions de vote (27%) le 14 mars pourrait, s'il se confirme dans les urnes,

mettre à mal cette stratégie.

"Le vrai sujet dans les élections intermédiaires, c'est la mobilisation de son électorat", a déclaré à la presse le secrétaire général de l'UMP, Xavier Bertrand.

"Et il y a clairement un seul sujet pour lui, l'unité. Il réclame de l'unité plus que les autres parce qu'il a souffert des divisions (de la droite) dans le passé", a-t-il ajouté.

## DEUX TIERS DE RENOUVELLEMENT

Pour cette raison, Xavier Bertrand et les autres orateurs se sont bien gardés de la moindre allusion à l'appel du Parquet de Paris la veille contre la relaxe de Dominique de Villepin dans le procès Clearstream, dans lequel l'ancien Premier ministre et ses partisans ont vu la main de l'Elysée.

Parmi ses proches, seul le député Georges Tron a redit samedi sa "déception et sa colère" devant les journalistes mais son homologue de la Drôme Hervé Mariton a plaidé pour que l'UMP apprenne à vivre "avec l'ensemble de ses différences".

Très proche de Dominique de Villepin dont il fut directeur de cabinet à Matignon, le ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire a souhaité aussi le respect de la diversité des opinions.

Mais pressé d'aller battre campagne - il mènera la liste de la majorité en Haute-Normandie -, il a indiqué que l'UMP devait en priorité s'atteler à répondre aux préoccupations des Français et appelé à l'unité autour de Nicolas Sarkozy au cas où il déciderait de briguer en 2012 un nouveau bail à l'Elysée.

L'UMP avait prévu à l'origine samedi une manifestation d'unité avec ses alliés au Parc des Expositions de la porte de Versailles. Elle s'est rabattue sur une salle plus petite (environ 700 places), qui n'a pas fait le plein.

Les tensions sur la constitution des listes expliquent sans doute cette situation. Xavier Bertrand a fait valoir qu'environ deux tiers des candidats avaient été renouvelés par rapport au précédent scrutin de 2004 et que les engagements sur la représentation des jeunes et de la diversité avaient été tenus.

Alors que Nicolas Sarkozy s'est impliqué dans la composition de certaines listes - son conseiller pour la communication, Franck Louvrier, est en position éligible dans les Pays de Loire - le secrétaire général adjoint de l'UMP Marc Philippe Daubresse a dit avoir pris note du mécontentement de la base.

La prochaine fois, "nous réfléchissons à une organisation plus décentralisée des investitures", a-t-il déclaré.

Le revirement récent du Premier secrétaire du PS Martine Aubry sur la question de l'âge légal de la retraite et la polémique créée par les déclarations à connotation raciste du président PS de la région Languedoc Roussillon, Georges Frêche, contre Laurent Fabius ont été au premier rang des critiques de tous les intervenants contre l'opposition.

---

## **Des milliers d'enseignants dans les rues de Paris. (31.01)**

### **Reuters - 30.01**

Une manifestation nationale pour l'éducation a réuni des milliers d'enseignants dans les rues de Paris samedi.

Les manifestants, partis de la place Denfert-Rochereau vers 14h00 en direction du ministère de l'Education nationale, étaient plus de 12.000 selon le syndicat SNES-FSU mais au nombre de 8.000 selon la police.

Neuf jours après une mobilisation en demi-teinte dans la fonction publique, la FSU, première fédération de l'éducation, a organisé cette manifestation pour protester contre les suppressions de postes et la réforme de la formation des professeurs.

CGT Educ'action, le SNALC-CSEN, le SNLC-FAEN, les lycéens de la FIDL et les professeurs de sciences économiques et sociales regroupés au sein de l'association APSES se sont joints à l'appel.

Le défilé a lieu deux jours avant l'ouverture du 6e congrès de la FSU, lundi à Lille, au cours duquel l'actuel secrétaire général Gérard Aschieri passera la main après neuf ans à la tête de la Fédération syndicale unitaire, issue au début des années 1990 des minoritaires de la défunte FEN (Fédération de l'éducation nationale).

## Capitalisme: les illusions de Sarkozy . (31.01)

Slate.fr - 30.01

«Il n'existe pas de repas gratuit» est un autre lieu commun économique infirmé à Davos: au Forum économique mondial, on peut manger gratuitement partout. La nourriture est essentiellement composée de sandwiches (au pain noir) à l'emmental.

Mercredi soir, Nicolas Sarkozy, l'un des grands pontes à s'être déplacé dans la station suisse, a remis en cause comme jamais la vision du monde des économistes. Au cours d'une allocution passionnée qui, à une autre époque, aurait été considérée comme vantant ouvertement la «troisième voie» économique, il a tenté de trouver le juste milieu entre un capitalisme inhumain et un socialisme non viable. Dans la mesure où le terme «socialisme» garde un mauvais goût même en France, même après la crise économique, Sarkozy a préféré envisager sa démarche comme la proposition d'une autre forme de capitalisme. Une économie de marché complètement libre est une menace pour les valeurs humaines, argumente-t-il: «Nous ne réconcilierons pas les citoyens avec la mondialisation, avec le capitalisme si nous ne sommes pas capables d'apporter au marché des contrepoids, des correctifs.»

Un capitalisme doux?

La question est de savoir si le capitalisme plus doux préconisé par Sarkozy existe. Le président de la République française pense qu'il est possible d'inciter les capitalistes à mieux se comporter en leur rappelant leurs responsabilités vis-à-vis de la société. Il veut aussi distinguer le capitalisme sain d'un côté, qui crée des emplois et de la richesse, et de l'autre un «capitalisme financier» malsain. Sarkozy a déploré la situation économique qui a précipité la crise, une situation où, selon lui, «le rentier prenait le pas sur le travailleur, où les effets de levier, atteignant des proportions déraisonnables, engendraient un capitalisme dans le lequel il était devenu normal de jouer avec l'argent des autres, de gagner facilement, rapidement, sans effort et trop souvent sans aucune création de richesses ou d'emplois».

Aussi pertinentes soient certaines parties de cette analyse, il y a, à mon sens, peu de chances que les capitalistes deviennent plus gentils, plus généreux ou moins rapaces simplement à cause de la crise. Et je ne crois pas que la distinction que fait Sarkozy entre le bon capitalisme d'entrepreneurs et le mauvais capitalisme de spéculateurs tiendra longtemps. Cela me fait penser à la réflexion qu'on attribue à tort à George W. Bush, selon laquelle il n'existe même pas de terme en français pour le mot anglais entrepreneur.

Dans la réalité, tous les entrepreneurs sont des spéculateurs (même si l'inverse n'est pas toujours vrai). Dans la réalité, les entrepreneurs sont aussi avides de profits que les directeurs d'institutions financières, si ce n'est plus. Les financiers, qui soutiennent les entrepreneurs, jouent un rôle tout aussi crucial dans la création d'emplois. Et la spéculation n'est qu'un terme qui peut gêner certains pour parler d'un investissement. Sans la spéculation, le concept de capitalisme est en fait... très français.

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)